

Numéro 17 - 28 mars 2020

**Le Parlement se réunit pour adopter le projet de loi C-13, Loi
sur les mesures d'urgence visant la COVID-19**

**Non aux marchandages de coulisses!
Les négociations parlementaires doivent
être télédiffusées en direct!**



Nouvelles et commentaires

- **Un problème se révèle**
- *Laura Chesnik* -
- **Les priorités en ce temps de pandémie**
- *Peter Ewart* -
- **Toute vie vaut la peine d'être vécue!**
- *Isaac Saney* -
- **Demande adressée au premier ministre pour l'obtention de secouristes cubains pour aider les Premières Nations du Manitoba**
- *Organisation des chefs du sud* -
- **Expressions de solidarité sociale au Québec**
- **Réponse de la communauté au décret de l'état d'urgence en Nouvelle-Écosse**

Les efforts pour faire face à la pandémie, les sanctions américaines et les assassins payés

- **Opposition grandissante à la guerre de sanctions des États-Unis au milieu de la crise de la COVID-19**
 - **L'approche proactive du Vietnam**
- **Cuba intensifie sa coopération internationale et ses mesures pour combattre la pandémie au pays**
 - **Les menaces criminelles des États-Unis contre le Venezuela doivent cesser !**
- *Mouvement social de l'ALBA Canada, chapitre d'Ottawa* -
- **Les Forces armées nationales boliviennes du Venezuela rejettent la plus récente grossière attaque des États-Unis**
- **Venezuela : La réponse à la COVID-19 pourrait vous surprendre...**
- *Leonardo Flores* -

À titre d'information

- **Mesures contenues dans la loi C-13, Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19**
 - **Mise à jour sur la pandémie mondiale, pour la semaine se terminant le 28 mars**

Le Parlement se réunit pour adopter le projet de loi C-13, Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19

Non aux marchandages de coulisses! Les négociations parlementaires doivent être télédiffusées en direct!

Les partis cartellisés qui siègent au Parlement du Canada ont adopté le projet de loi C-13, *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19*, le 25 mars. Ils ont négocié entre eux et avec des représentants de l'entreprise privée et le premier ministre du Canada a également négocié la chose avec les premiers ministres des autres provinces, tout cela dans le dos des Canadiens. Le projet de loi a été adopté par la Chambre des communes et le Sénat et a tout de suite reçu la sanction royale au nom de la lutte contre la pandémie du coronavirus.

La proposition initiale du Parti libéral au pouvoir a apparemment été modifiée après que deux partis cartellisés se soient opposés à sa demande de deux ans de pouvoirs d'exception. Ce délai a été réduit à six mois, durant lesquels le Parti libéral peut dépenser l'argent de l'État sans contrôle parlementaire. Deux jours plus tard, le 27 mars, le premier ministre Trudeau a annoncé des modifications de la subvention salariale aux entreprises et augmenté le montant de 10 % à 75 %.

Les pouvoirs d'exception sont les pouvoirs de police d'urgence. La loi donne au cabinet du Parti libéral, en particulier au premier ministre et au ministre des Finances, des pouvoirs extraordinaires leur permettant d'adopter des mesures et de dépenser l'argent de l'État jusqu'au 30 septembre 2020 sans débat public ou même parlementaire et sans surveillance publique ou parlementaire.

Évidemment, on ne connaît pas les détails de ce marchandage et on ne sait pas ce que le Parti libéral au pouvoir a reçu en échange de la réduction de la durée parce que tout cela s'est fait en secret derrière des portes closes. On ne sait rien des arguments donnés pour expliquer pourquoi le gouvernement a besoin de pouvoirs de police extraordinaires. A-t-on fait valoir que les institutions gouvernementales telles qu'elles existent n'ont pas ce qu'il faut pour faire face à la situation ? Elizabeth May, députée du Parti vert, insiste même pour dire que le gouvernement devrait aller plus loin et appliquer la *Loi sur les mesures d'urgence* qui a remplacé la *Loi sur les mesures de guerre* en 1988.



Ce que l'on sait, c'est que très peu de discussion, voire aucune, n'a eu lieu sur les raisons pour lesquelles les partis cartellisés ont accepté de donner au Parti libéral des pouvoirs exécutifs de police d'urgence. La discussion sur la manière de répondre aux besoins se résume à désinformer le public, lequel ne sait pas qui a décidé quoi, sans parler de participer lui-même partie prenante à la prise de décisions. Le ministre des Finances a annoncé qu'il dépensait 6 milliards de dollars par semaine mais les Canadiens sont sans information sur ce que cela veut dire. Ils sont laissés à eux-mêmes et doivent essayer de comprendre ce qui se passe en ramassant des brins d'information ici et là. Les négociations de coulisses entre le gouvernement, les partis cartellisés, les intérêts privés et les premiers ministres des provinces devraient être télévisées pour que tous soient tenus responsables de leurs décisions.

La discussion dans les médias détenus et contrôlés par des monopoles se résume essentiellement à réprimander le premier ministre pour avoir voulu une limite de deux ans plutôt qu'une limite plus courte ou à le féliciter d'avoir pris le contrôle du Trésor en échappant au contrôle du peuple. La prétention que le parlement représente les intérêts du peuple et doit par conséquent être en mesure de « surveiller » est une illusion, puisque c'est lui qui fait ce marchandage et qui bloque l'accès à l'information et à l'organisation dont les Canadiens ont besoin.

C'est une bien mauvaise plaisanterie que de faire croire qu'une fois que les portes de l'écurie auront été ouvertes et que les chevaux se seront échappés, le parlement pourra se réunir à nouveau plus tard et fermer les portes sans autre conséquence. Ces sottises détournent la discussion et empêchent de voir quels intérêts sont servis par le recours aux pouvoirs d'exception, les raisons pour lesquelles cela se produit en premier lieu et, surtout, le fait que lorsqu'il s'agit de s'occuper des personnes âgées, des femmes et des enfants, des communautés autochtones et des populations autochtones urbaines, des sans-abri et de tous les travailleurs, le gouvernement ne répond pas à l'appel. Dans ces marchandages de coulisses, seuls les milieux d'affaires et les premiers ministres ont l'argent et les moyens d'intervenir comme force organisée pour s'assurer que leurs intérêts priment en tout temps. Les Canadiens sont sans défense face à cela.

Le refus d'engager les Canadiens dans la prise de décision et le tabou sur la discussion de ce qui est pertinent et de ce qui ne l'est pas ne sont pas nouveaux, mais cela prend encore plus d'ampleur dans un état d'urgence. Le premier ministre Trudeau père a utilisé la *Loi sur les mesures de guerre* en 1970 pour supprimer les discussions et les efforts pour établir de nouvelles relations de nation à nation entre le Canada et le Québec, et a déchaîné les pouvoirs de police contre le peuple. De plus, le Livre blanc honteux de Trudeau de 1969 intitulé *La politique indienne du gouvernement du Canada* écartait toute proposition visant à établir des relations respectueuses de nation à nation avec les peuples autochtones. Trudeau père et son ministre des Affaires indiennes, Jean Chrétien, ont cherché à abolir tous les arrangements et traités antérieurs avec les peuples autochtones et à les « intégrer » au Canada sans garantir les droits ancestraux et issus de traités. L'objectif était

d'imposer la libre possession ou la propriété privée sur tous les territoires autochtones sans exception afin que les impérialistes puissent s'emparer de ces terres et les exploiter sans opposition des autochtones. Même si l'opposition populaire massive a fait échouer cet odieux Livre blanc, l'injustice coloniale qu'il représente demeure à ce jour la position du gouvernement. Les gouvernements fédéral et provincial, la GRC et Coastal Gaslink continuent leurs attaques contre le territoire autochtone des Wet'suwet'en et les courageux défenseurs de la terre dans le nord de la Colombie-Britannique.



Les marchandages en coulisses suivent le mode opératoire typique qui consiste à lancer un ballon d'essai pour provoquer de l'opposition, puis à modifier sa position pour atteindre le but initialement visé et déclarer qu'il a le consentement des gouvernés. Le fait que les partis cartellisés ont accepté l'état d'urgence et les pouvoirs d'exception tant qu'une clause crépusculaire de six mois permet de les réexaminer est une preuve de plus du besoin du renouveau démocratique et de la nécessité que le peuple s'investisse du pouvoir en créant de formes nouvelles de gouvernance afin qu'il puisse se représenter lui-même et servir ses propres intérêts en prenant les décisions ouvertement et publiquement. Il est très pratique pour ceux qui servent des intérêts privés que de se donner carte blanche pour dépenser comme bon leur semble. Les institutions démocratiques libérales existantes sont conçues pour que le peuple ne soit jamais

investi du pouvoir. Elles vont de crise en crise en cherchant par pragmatisme à tirer profit des problèmes d'un monde impérialiste continuellement en crise.

Dans le cas de cette crise, deux choses sont répétées pour désinformer les Canadiens. La première est que toutes les mesures sont en place pour protéger la population et la seconde est que tout est fait pour éviter une récession économique. Loin d'accepter ces proclamations, le peuple doit établir ses propres points de référence en fonction des besoins du monde réel tel qu'il le connaît pour ne pas être en proie à la désinformation. Il doit garder l'initiative sur toutes les questions.

Un lecteur du *LML* a commenté la situation actuelle : « Alors que le gouvernement est capable de donner des directives puis de faire en sorte que les gens se débrouillent seuls avec une aide financière qui viendra mais pas assez tôt, et qu'il est capable d'infliger des amendes et de punir ceux qui ne s'y conforment pas, il n'y a aucune reconnaissance de la responsabilité sociale des employeurs et du gouvernement de protéger l'ensemble de la société en protégeant les travailleurs. Les louanges faites aux 'travailleurs essentiels' et aux travailleurs de première ligne semblent contenir un élément d'espoir que ces travailleurs continueront à travailler dans des conditions dangereuses, en se mettant eux-mêmes et d'autres en danger, par sens du devoir, sans que le gouvernement et les employeurs ne défendent leurs droits.

« Ça n'arrivera pas. »

Quand la crise sert de justification pour verser aux riches des sommes massives

Quand que les partis-cartels prétendent que toutes leurs actions visent à servir la population et à éviter de graves « dommages structurels à l'économie », cela laisse la grande majorité des

Canadiens très inquiets. Lorsque des termes tels que « dommages structurels » sont utilisés, c'est un avertissement que la principale préoccupation du gouvernement est de préserver à tout prix ce système qui maintient la richesse de l'oligarchie financière et la domination de l'élite dirigeante sur l'économie au détriment des travailleurs et du peuple. L'urgence de la pandémie leur donnent maintenant une justification pour faire ce qu'ils veulent.

Le *Financial Post* a rapporté le 27 mars que « la Banque du Canada a réduit son taux d'intérêt de référence à zéro, tout en s'engageant pour la première fois à créer des dizaines de milliards de dollars pour acheter des obligations, une approche de la politique monétaire appelée assouplissement quantitatif. [...] »

« Parallèlement à la baisse des taux d'intérêt, la banque centrale a annoncé qu'elle commencerait à acheter pour au moins 5 milliards de dollars d'obligations d'État par semaine jusqu'à la reprise de l'économie. Elle achètera également des billets de trésorerie à partir de la semaine prochaine, mais elle n'a pas encore déterminé le montant. L'idée est d'inonder la peur des marchés du crédit avec des liquidités. »

Cela suit sur les traces du gouvernement américain qui injecte des milliards de dollars dans le système.

La Banque du Canada a indiqué qu'elle fournirait tous les fonds jugés nécessaires aux banques, fonds spéculatifs et autres institutions qui ne créent pas de valeur, mais dont les bénéfices doivent être néanmoins garantis. Le *Financial Post* cite le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, qui dit : « Ce sont des montants énormes. On a jamais reproché à un pompier d'utiliser trop d'eau. »

C'est eux que servent les décisions du gouvernement et non le peuple, et c'est pourtant la vie des simples gens qui est virée sens dessus dessous.

La mafia du cartel

Il faut en finir avec cette habitude des soi-disant représentants de négocier dans le dos du peuple et d'annoncer ensuite seulement ce que l'élite dirigeante veut que le peuple sache. C'est une pratique autocratique qui porte atteinte au droit du peuple de savoir quelles décisions sont prises et de participer à la prise de ces décisions en donnant ses vues.

Dire d'un député qu'il est le représentant d'une circonscription quand ceux qui sont représentés ne savent même pas quels accords secrets sont conclus et à qui le marchandage profite, c'est ne respecter aucune notion de démocratie.

Ces représentants disent représenter « le peuple » mais qui exactement est ce « peuple » qu'ils disent représenter ? L'oligarchie financière n'est pas « le peuple ». Les intérêts d'affaires privés étroits ne sont pas « le peuple ». La bourse n'est pas « le peuple ». Chez nos voisins du sud, le président Trump et le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, et les oligarques de leur acabit ne sont pas « le peuple ».

Les entités qu'on appelle partis politiques forment un système de cartel au Parlement, comme c'est également le cas au Congrès américain et ailleurs. Cela fait référence au fait que les partis politiques ont depuis longtemps cessé de représenter un intérêt national. Ils agissent comme une mafia du cartel non seulement au sens figuré mais au sens propre et objectif. La mafia est un cartel défini comme « un groupe soudé ou influent de personnes qui travaillent ensemble et protègent leurs intérêts les uns les autres ou les intérêts d'une personne en particulier ». L'objectif du cartel est de garder tous les autres à l'écart et de contrôler son territoire. Le capo de l'organisation criminelle ou politique délimite le territoire et maintient les troupes dans le droit chemin soit par

des gratifications malhonnêtes, soit par une forme ou une autre de violence. Des négociations ou des guerres de territoire entre différents cartels peuvent aboutir à la formation d'une coalition établie dans un but particulier.

La mafia est un cartel défini comme « un groupe soudé ou influent de personnes qui travaillent ensemble et protègent leurs intérêts les uns les autres ou protègent les intérêts d'une personne en particulier ». L'objectif du cartel est de garder tous les autres à l'écart et de contrôler son territoire. Le capo de l'organisation criminelle ou politique délimite le territoire et maintient les troupes dans le droit chemin soit des gratifications malhonnêtes, soit par une forme ou une autre de violence. Des négociations ou des guerres de territoire entre différents cartels peuvent aboutir à la formation d'une coalition établie dans un but particulier.

Évidemment, divulguer les négociations parlementaires de coulisse d'un cartel politique est tabou, car cela exposerait et nuirait certains intérêts privés ou d'affaires, ou donnerait à quelqu'un un avantage sur un autre. Cela pourrait même faire du tort au marché boursier. Du moins, c'est ce qu'on nous dit sans beaucoup plus d'explications. Les raisons du secret d'un cartel criminel n'ont pas besoin d'être expliquées davantage parce que c'est évidemment le secret qui lui donne de sa force et le protège de ses ennemis. Le secret d'un cartel politique est également sa force pour à peu près les mêmes raisons, mais aussi pour maintenir la mystique de la personne d'État fictive qui est toute puissante et avec laquelle on ne badine pas.

Mais tout cela ne tient pas compte du tort très réel que fait le cartel politique en maintenant le peuple à l'écart des délibérations sur la direction de l'économie, la santé publique et toutes les questions liées à la guerre et à la paix. Le Canadien qui a une conscience a de plus en plus de mal à tolérer le porte-parole du parti cartellisé qui se lève pour dire : « Bien sûr, nous agissons pour le bien-être du public, pas pour nos propres intérêts partisans. »

Ces soi-disant représentants ne parlent pas au nom du peuple ni au nom de leurs communautés et de ces collectifs de travailleurs chargés de produire tout ce dont le peuple a besoin. Ces politiciens des cartels se sont emparés du nom du peuple et prétendent parler en son nom sans jamais avoir pris la peine de demander, et encore moins de recevoir, la permission du peuple.

Durant cette pandémie de coronavirus, de nombreux travailleurs ont choisi de répondre aux gouvernements de partis cartellisés en faisant connaître haut et fort les réclamations qu'ils sont en droit de faire et qu'ils doivent faire. Leur lutte pour leurs conditions de vie et de travail dans ces conditions et pour exiger une allocation de vie pour tous est exactement la contribution décisive qu'il faut faire pour contenir le virus et résoudre la crise d'une manière qui favorise le peuple.



Nouvelles et commentaires

Un problème se révèle

- Laura Chesnik -

Un problème qui se révèle de plus en plus pendant la pandémie de la COVID-19 est que le peuple doit établir ses propres formes d'organisation pour faire face à ces désastres, des façons de mener les gouvernements à assumer leur responsabilité sociale dans les conditions données. Le gouvernement et l'État ne sont pas organisés pour mobiliser le peuple comme partie de la solution des problèmes. Ils semblent être uniquement capables de verser des fonds publics à des individus ou à des intérêts privés. Sinon, ils demandent à d'autres de résoudre les problèmes, comme les petites et moyennes entreprises. Au lieu de résoudre les problèmes en se servant de leur autorité légale, ils se servent de leurs pouvoirs pour criminaliser la réponse de différents individus à

l'absence de solutions du gouvernement, comme le stockage de biens ou les gens qui ne restent pas à la maison alors qu'ils devraient être en isolement volontaire. Ce sont là deux exemples de problèmes importants, mais les gouvernements ne semblent être capables que d'émettre des décrets, de faire la morale et de menacer d'amendes ou de peines d'emprisonnement. Ils ne semblent avoir ni l'intérêt ni la capacité de mobiliser le peuple dans des formes d'organisation par lesquelles il peut résoudre lui-même les problèmes, comme le besoin d'une chaîne d'approvisionnement interne de nourriture pour tous ou de fournitures sanitaires appropriées ou de matériel médical.

Un exemple de problèmes que le gouvernement devrait résoudre mais semble peu disposé à le faire est l'absence de solution d'hébergement pour les travailleurs de la santé pour qu'ils n'infectent pas leurs familles. Dans des villes frontalières comme Windsor, Niagara Falls et Sarnia en Ontario, il y a de nombreux intervenants de la santé qui travaillent aux États-Unis. Ils traversent la frontière chaque jour puis reviennent au Canada, retournant souvent à leur famille, à dormir dans le garage, etc. Ils font face au besoin objectif d'être logés et pris en charge afin qu'ils soient en mesure de s'occuper des autres. À Windsor par exemple, le maire demande aux hôtels de se porter volontaires pour accueillir des travailleurs d'hôpitaux. Le problème est laissé aux mains du hasard ou, pire encore, à la volonté d'une entreprise



privée dans l'espoir qu'elle offre une chambre. Celles qui acceptent sont présentés comme des héros que les travailleurs sont censés remercier. Il faudrait que le gouvernement réquisitionne des hôtels. Dans les cas où le gouvernement possède des hôtels, comme les trois hôtels des casinos, il a clairement l'autorité légale de le faire. En ce qui concerne les municipalités, elles sont réduites à plaider pour que les hôtels fassent leur devoir, mais doivent se résigner au fait que ce sont des décisions d'affaires privées.

Les mêmes problèmes se posent en ce qui concerne la fourniture de nourriture et d'eau dans ces circonstances. Des provinces ont émis des décrets qui forcent les voyageurs à retourner à la maison dès qu'ils reviennent, de ne pas s'arrêter pour acheter de la nourriture ou des produits de première nécessité, mais de s'isoler tout de suite pendant 14 jours. C'est une mesure importante, mais il n'y a pas d'organisation publique qui est mobilisée pour garantir la nourriture et les produits de première nécessité à ces gens ou vérifier régulièrement s'ils se portent bien. Cela aussi est laissé au hasard et la personne ne peut s'appuyer que sur sa famille ou ses amis. Quand même cela n'est pas possible, la seule alternative qui reste est d'enfreindre la loi et risquer d'infecter les autres ou de rester chez soi et ne pas manger. Qu'on pense aussi aux sans-abri, ou à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter de quoi manger.

Sur les médias sociaux, différentes initiatives sont prises pour assumer le rôle que les gouvernements devraient jouer, soit de s'assurer que les gens ont de quoi manger et un toit et qu'on s'occupe d'eux, ou que les travailleurs de la santé soient protégés comme il faut. Mais tout cela est fait sur une base ponctuelle et avec le sentiment de charité de faire ce qu'on peut pour les moins fortunés. C'est très noble mais ce n'est pas une solution. Cela ne répond pas au droit de chacun à la satisfaction de ses besoins de base dans les conditions données ni au droit à des conditions de travail sécurisées. Les gouvernements peuvent mettre leur autorité légale, leurs

ressources et leur bureaucratie à contribution pour résoudre ces problèmes, mais ils ne le font pas.

Les gens voient qu'ils ne peuvent pas compter sur les gouvernements pour régler ces problèmes. En même temps, la charité n'est pas la solution. La classe ouvrière prend les devants en exigeant que les gouvernements et les élus fassent leur devoir de manière responsable. Cela montre d'abord et avant tout ce qui est requis des représentants élus pour résoudre les problèmes et mobiliser le peuple dans cet effort. La classe ouvrière montre par l'exemple ce que les gouvernements devraient faire en des temps comme ceux-ci.



Les priorités en ce temps de pandémie

- Peter Ewart -

La pandémie de la COVID-19 qui se répand dans le monde a mis en lumière les faiblesses, les défaillances et les lacunes sérieuses du système de santé au Canada et dans d'autres pays et de l'économie dans son ensemble, et le besoin de nouvelles priorités. Alors que des mesures extraordinaires doivent être prises pour faire face à la pandémie, nous devons en même temps faire un grand examen du genre de système de santé et d'approvisionnement alimentaire dont nous avons besoin pour affronter les défis de l'univers mondialisé du XXI^e siècle.



Le mode actuel de mondialisation, qui a été établi depuis quelques décennies au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, s'est traduit par d'importantes compressions dans le système de santé public et d'autres services sociaux, par l'élimination de services de santé par la privatisation et la sous-traitance massives à des entreprises privées mondialisées, par de longs délais et de grandes carences dans la prestation des soins de santé et la détérioration des conditions de travail du personnel de la santé, entre autres problèmes.

En plus, la plus grande partie des industries de recherche scientifique, pharmaceutiques et d'équipements médicaux ont été relocalisées et vendues à des entreprises mondialisées, ce qui a rendu le Canada dépendant des installations et des entreprises manufacturières aux États-Unis, en Chine et dans d'autres pays. En effet, Connaught Laboratories, la dernière société pharmaceutique entièrement indépendante, basée au Canada (qui était liée à l'Université de Toronto), a été privatisée par le gouvernement fédéral en 1986. Dans les décennies qui ont précédé sa privatisation, Connaught Laboratories était célèbre dans le monde pour sa découverte de l'insuline, la production de traitements pour la maladie infantile de la diphtérie, et pour d'autres développements. Néanmoins, ce célèbre actif national a été vendu à un monopole privé mondialisé.

L'approvisionnement en nourriture est lié au système de santé. À cet égard, notre système d'approvisionnement alimentaire est déséquilibré et vulnérable. La plupart de nos fruits et légumes viennent de la Californie. À quel point cette chaîne alimentaire et les autres chaînes alimentaires basées à l'étranger sont-elles fiables et sécuritaires ? Il semble que le président Trump envisage de déplacer des troupes à la frontière canadienne. Cela ressemble à une menace et n'inspire pas confiance aux Canadiens, surtout si des pénuries de nourriture se déclarent aux États-Unis.

C'est un fait que nous vivons dans un univers mondialisé. C'est une réalité que nous devons accepter. Cela ne veut pas dire, cependant, que nous devons accepter le modèle actuel de mondialisation dans lequel les intérêts de vastes entreprises prédominent sur ceux du peuple, et où les chaînes de production et d'approvisionnement sont externalisées partout dans le monde pour la réalisation du profit maximum, ce qui vide les économies nationales et locales. Sous ce modèle actuel, des communautés petites et basées sur les ressources, comme Prince George, Mackenzie et d'autres du nord de la Colombie-Britannique sont particulièrement vulnérables.

Dans cet univers mondialisé, des économies locales et nationales fortes, diversifiées et produisant ce dont elles ont besoin sont absolument nécessaires, tout comme l'est le commerce à avantage réciproque entre les peuples et les pays. Le Canada a ce qu'il faut pour développer ses propres industries pharmaceutiques et d'équipement médical, et pour renforcer et étendre notre système de santé public et nos instituts scientifiques. Comme on le voit si clairement pendant la pandémie, nos travailleurs et notre personnel de la santé sont héroïques. Tout leur pouvoir et leurs talents doivent être libérés.

Nous possédons aussi ce qu'il faut pour bâtir des industries alimentaires locales, régionales et nationales qui nous rendent plus autonomes et diversifiés. Le Canada possède des approvisionnements en énergie abondants qui peuvent être utilisés pour alimenter en pouvoir et chauffer des serres pour produire de la nourriture dans les provinces et même dans le Grand Nord.

Il existe de nombreux autres exemples.

En tout cas, dans le cadre de la pandémie, il faut faire des besoins en santé la priorité. Nous avons besoin d'un système de santé de première classe et entièrement public pour faire face à tout défi qui nous attend dans l'avenir. Et nous avons besoin d'un approvisionnement en nourriture qui est local et national et plus autonome. Dans l'immédiat, nous devons prendre la parole pour réclamer des mesures d'urgence pour que tous dans notre société aient ce qu'il leur faut. Globalement, nous devons rompre avec ce vieux système mondialisé et établir de nouvelles priorités.



Toute vie vaut la peine d'être vécue!

- Isaac Saney -

Les politiques eugénistes/sociales-darwiniennes ouvertes sont un produit inévitable du système capitaliste et impérialiste au XXI^e siècle. Aux yeux de l'oligarchie financière mondiale, certaines vies sont moins précieuses que d'autres, voire superflues. Pendant cette crise de la pandémie de la COVID-19, la première expression de ces développements odieux a été diverses déclarations sur la nécessité d'abandonner les aînés à leur sort.

Maintenant, en Alabama, on peut lire ceci dans un plan de rationnement des ventilateurs : « Les personnes souffrant de retard d'un retard mental grave ou profond, de démence modérée ou grave, ou de complications neurologiques catastrophiques comme un état végétatif persistant, ne

sont pas de bons candidats pour une assistance respiratoire. » Puis : « Les enfants souffrant de problèmes neurologiques aigus ne sont peut-être pas des candidats appropriés dans ce groupe d'âge pédiatrique. »[1]

Cela nous rappelle la pensée qui a émergé, a été exprimée et a été mise en pratique en Allemagne dans les années 1930, au sujet d'une « vie indigne de la vie ».

Ce qui fut considéré jadis comme impensable, vaincu supposément avec la défaite du fascisme lors de la Deuxième Guerre mondiale, est maintenant exprimé ouvertement.

On est forcé de se demander : à quoi tout cela nous amène-t-il ? Qui sera le prochain dont on dira que la vie est une « vie indigne de la vie » ?

Il ne s'agit pas ici de développements ou de décisions horribles qui seraient imposés à la société par un manque inévitable de ressources. C'est le résultat d'une décision délibérée de ne pas fournir ces ressources. La question n'est pas si nous possédons ou non les ressources, ou s'il est possible ou non de « créer » ces ressources en temps requis. Il s'agit simplement du problème d'une distribution inégale et injuste de la richesse et du pouvoir décisionnel, qui détermine les politiques et les actions que prennent les gouvernements sur ce qui doit être prioritaire.

On peut trouver des trillions de dollars pour l'élite dirigeante mais pas pour les travailleurs ordinaires, les exploités et les opprimés. Dans un monde de terribles inégalités sociales où une poignée de privilégiés (une infime fraction de la population mondiale) monopolise l'immense majorité de la richesse mondiale, les gouvernements ont décidé DE NE PAS fournir les ressources pour préserver la vie et la santé de citoyens qu'ils sont censés servir et auxquels ils sont liés, en théorie, par un contrat social.

La lutte continue ! Assurément, un monde meilleur et plus juste est possible et nécessaire.

Note

1. Voici un extrait des « Critères de l'Alabama pour le triage de ventilateurs mécaniques à la suite de la proclamation de l'urgence respiratoire produisant des décès massifs »:

« Par exemple, les personnes souffrant de retard mental aigu, de démence avancée ou de traumatisme crânien sévère pourraient ne pas être de bons candidats au soutien par ventilateur.

«L'espérance de vie moyenne des personnes souffrant de retard mental dépasse maintenant les 70 ans et les personnes souffrant de troubles neurologiques importants peuvent mener une vie productive heureuse. L'évaluation fonctionnelle des personnes souffrant de handicaps intellectuels, de problèmes neurologiques complexes, de démence ou d'une combinaison de symptômes, devrait se concentrer sur la pré-morbidité apparaissant dans tous les aspects de la vie, sociaux, intellectuels, professionnels, etc. Les personnes souffrant de retard d'un retard mental grave ou profond, de démence modérée ou grave, ou de complications neurologiques catastrophiques comme un état végétatif persistant, ne sont pas de bons candidats pour une assistance respiratoire. Les individus souffrant de problèmes neurologiques complexes, notamment la pathologie des neurones moteurs et le glioblastome multiforme peuvent ne pas être de bons candidats dans une situation de décès de masse. Les enfants souffrant de problèmes neurologiques aigus ne sont peut-être pas des candidats appropriés dans ce groupe d'âge pédiatrique. »



Demande adressée au premier ministre pour l'obtention de secouristes cubains pour aider les Premières Nations du Manitoba

- Organisation des chefs du sud -

Monsieur le premier ministre,

Les dirigeants des Premières Nations du sud du Manitoba comprennent jusqu'à quel point la COVID-19 peut avoir des répercussions encore plus grandes sur leurs communautés en raison des logements surpeuplés, des avis d'ébullition d'eau, de l'accès restreint à la saine alimentation et au transport et du manque de services de santé. Ces conditions ont engendré de mauvaises conditions d'hygiène où plusieurs personnes souffrent d'un déficit immunitaire et où les gens décèdent plus jeunes - une différence de dix ans — que les autres Canadiens.



Le ministre des Services autochtones, Marc Miller, a réitéré dans de nombreux comités législatifs et au cours de conférences de presse que le gouvernement fédéral est prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour aider les Premières Nations à se préparer et à réagir à la propagation communautaire de la COVID-19 dans leurs régions. Les chefs ont déjà pris plusieurs mesures pour empêcher la COVID-19 d'entrer dans leurs communautés. Ils cherchent aussi les moyens d'y répondre de façon optimale, compte tenu de la pénurie de ressources dans les services de santé et le manque de financement. Ce défi s'est avéré encore plus évident lorsqu'on a annoncé 305 millions de dollars pour les Premières Nations, Métis et Inuits, comparativement à 82 milliards de dollars pour les Canadiens. Ce qui suit est la description de notre premier ensemble de besoins spécifiques nous permettant de répondre de façon efficace à la COVID-19.

Des brigades de travailleurs de la santé cubains pour intervenir en tant que premiers répondants : Le Canada n'a pas suffisamment de travailleurs de la santé pour ralentir la propagation de la COVID-19 ni pour s'occuper des cas qui s'annoncent dans les communautés des Premières Nations. En ce moment, les chefs comptent sur des organisations comme la Croix-Rouge et parfois les Forces armées comme ressources humaines, ainsi que les travailleurs de la santé au sein des systèmes de santé provinciaux qui, eux, sont déjà à bout de souffle. Les autorités de la santé ont aussi lancé un appel d'aide aux citoyens ayant une formation en soins de santé.

Action : Ce dont nos communautés ont besoin, ce sont des travailleurs de la santé sur le terrain dans nos communautés. Nous voulons que le gouvernement canadien travaille avec nous pour que nous puissions recevoir des équipes de santé cubaines pour nous aider dans nos démarches communautaires contre la propagation de la COVID-19. Le nombre actuel de travailleurs de la santé sur le terrain ne suffira pas à répondre à la propagation de la COVID-19 et à la combattre. Nous vous demandons donc de nous appuyer en faisant une demande en notre nom à la République de Cuba pour de l'aide et pour organiser la venue au Canada de ces brigades cubaines de travailleurs de la santé pour qu'ils interviennent en tant que premiers répondants dans nos communautés. Cela permettrait une réponse rapide et efficace qui permettrait de ralentir la propagation de la COVID-19 et de mettre en place les mesures de quarantaine essentielles.

Raisonnement : C'est un fait connu que les Premières Nations ont établi ces derniers mois une relation avec le ministère de la Santé de Cuba. Les travailleurs cubains savent à quoi s'attendre dans les communautés des Premières Nations, puisque les autorités de la santé cubaines ont été informées au cours de l'année des conditions de vie et surtout des problèmes de santé qui sévissent dans les communautés des Premières Nations, y compris la situation dans les communautés éloignées.

Plusieurs pays travaillent déjà avec Cuba et ont accueilli les brigades cubaines de professionnels de la santé et leur aide, et nous savons que plusieurs pays sont en discussion en ce moment pour faire de même. Le fait de retarder la demande d'aide ferait en sorte que les Premières Nations rateraient cette occasion et que notre capacité de gérer les graves dangers qui pèsent sur nos membres serait encore plus limitée.

Les chefs des Premières Nations ont déjà fait preuve de leadership en fermant leurs frontières et en limitant l'accès et veulent, autant que possible, garder les citoyens des Premières Nations vivant sur les réserves dans leurs communautés. Ces actions augmentent les possibilités de les protéger et de réduire le danger que nos citoyens propagent la COVID-19 parmi le reste de la population canadienne. La mise en oeuvre de ces mesures contribue à protéger notre population à risque élevé dont les patients, s'ils sont infectés par la COVID-19, seront sortis de leur communauté pour avoir accès aux services médicaux d'urgence faute d'hôpitaux à soins intensifs dans les communautés des Premières Nations du Manitoba.

Nous pensons que plus nous réussirons à empêcher le virus de se propager et plus nous pourrons soigner nos citoyens testant positif à la COVID-19 sur le terrain dans nos communautés, mieux ce sera pour nous et pour tous les Canadiens. Non seulement ces mesures réduiront-elles une plus grande propagation communautaire du virus, mais elles contribueront à « aplanir la courbe » et réduire le danger de submerger nos systèmes de santé provinciaux avec des patients provenant des Premières Nations.

Enfin, nous reconnaissons votre solide leadership et les efforts concertés de votre gouvernement pour travailler avec les autres paliers de gouvernements en cette période de crise afin d'optimiser l'efficacité de la réponse à la COVID-19. Comme les virus ne connaissent ni frontières ni sont-ils discriminatoires, les Canadiens et les Premières Nations veulent voir votre gouvernement agir rapidement pour répondre à notre demande d'aide et de collaboration. Les Premières Nations n'ont perdu aucun temps à planifier et à s'organiser pour agir face à la propagation communautaire de la COVID-19. Cependant, une réponse rapide qui tient compte de la possibilité de la propagation de la COVID-19 dans nos communautés des Premières Nations est essentielle si l'on veut limiter le nombre de membres des Premières Nations qui mourront de cette maladie.

J'ai sollicité l'aide d'une gestionnaire de projet dévouée, Mme Michelle Chantal Dubois, de Red Spirit Consulting, qui travaille directement avec moi sur toutes les questions relatives à Cuba. Vous pouvez communiquer avec Mme Dubois par téléphone au 1-431-777-7003 ou par courriel à redspiritconsulting@gmail.com, et elle fera le suivi avec votre bureau.

Je vous remercie d'avance, et j'ai confiance que votre gouvernement agira conformément à la relation fiduciaire entre la Couronne et les Premières Nations ainsi qu'à votre devoir et responsabilité de permettre à notre leadership de s'attaquer à la pandémie du coronavirus.

Pour qu'advienne l'équilibre,

Ogema-Makwa

Grand Chef Jerry Daniels

Organisation des chefs du sud [représentant les Premières Nations anishinaabes et dakotas du sud du Manitoba]

Expressions de solidarité sociale au Québec

Le peuple québécois continue de prendre des initiatives créatives pour exprimer sa solidarité sociale et garder un bon esprit face à la pandémie de la COVID-19. Cette expression populaire ont pris une multitude de formes.



De nombreuses pages Facebook ont été créées pour permettre à tous de ne pas être laissés à eux-mêmes pendant qu'ils pratiquent la distanciation sociale. Plusieurs groupes ont été créés par des parents et leurs enfants. Enseignants, éducateurs et parents y contribuent pour promouvoir des activités pédagogiques, des jeux, voire même des expériences scientifiques à faire à la maison. Face à la difficulté de garder les enfants occupés à la maison, on donne des exemples d'horaire pour structurer leur journée, et des façons de faire pour que les adolescents prennent conscience des mesures à adopter en cette période de pandémie.

Des enseignants et des intervenants scolaires ont pris d'autres initiatives pour leurs élèves d'âge primaire ou secondaire : certains produisent des vidéos pour s'adresser à leurs élèves pour faire des jeux, des expériences, ou tout simplement pour leur dire qu'ils pensent à eux et les encourager à faire attention à eux.

Pour manifester l'appui populaire envers ceux qui oeuvrent dans la santé, le transport, l'alimentation, l'entretien ménager le ramassage des ordures, etc., des citoyens ont proposé que chaque soir, à 20 h 30, les gens éteignent puis rallument leur lumière de maison ou de voiture pendant une minute.

On voit de plus en plus dans les fenêtres de maison, de commerce et autres immeubles des dessins d'arc-en-ciel, souvent avec la mention « ça va bien aller ». La « chasse à l'arc-en-ciel » est un jeu pour les enfants lancé par des parents au début des mesures de quarantaine annoncées. Il s'agit de chercher les « arcs-en-ciel » dans les fenêtres des maisons lors de promenades des parents avec leurs enfants. L'initiative s'est répandue rapidement et on en retrouve maintenant partout au Québec. Cela aussi aide à garder le moral collectif.

Des groupes de danse envoient un animateur avec un système de son se placer devant les résidences de personnes âgées et les inviter, de la rue, à danser sur leur balcon. D'autres offrent leurs services aux personnes vulnérables ou en perte de revenu à cause de la pandémie : ils font leurs courses, leurs déclarations d'impôts, vont leur porter de la nourriture à la porte, etc.



Des interprètes et des musiciens, de leur balcon, mettent leurs talents au service de leurs voisins et des passants tous les soirs en interprétant des oeuvres musicales.

Des entrepreneurs locaux ont aussi décidé de contribuer aux initiatives : des distillateurs et des microbrasseries de différentes régions du Québec ont transformé leur production pour faire des désinfectants. Ils partagent leur expérience et travaillent en collaboration pour répondre aux besoins de tous.

Que ce soit lors de la crise du verglas de 1998, du tremblement de terre en Haïti le 12 janvier 2010, de la tragédie de Mégantic le 6 juillet 2013 ou des inondations massives au printemps 2019, le peuple québécois répond présent, cherche et trouve toujours moyen d'exprimer sa solidarité sociale face aux crises.



Réponse de la communauté au décret de l'état d'urgence en Nouvelle-Écosse

Joignant notre voix à celle d'organisations telles l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique (ALCCB, dont la déclaration du 17 mars est basée sur ce qui suit), nous exprimons nos graves préoccupations au sujet du bien-être de nos êtres chers et de nos communautés et de la déclaration du gouvernement de la Nouvelle-Écosse d'un état d'urgence (en vertu de l'article 12(1) de la *Loi sur la gestion des urgences*) relativement à la COVID-19. En tant que groupe de membres de la communauté de la Nouvelle-Écosse, nous tenons à nous faire entendre et à ce que nos points de vue soient incorporés dans le plan de notre gouvernement pour l'éradication de cette grave menace pour la santé.

Comme l'ALCCB, nous appuyons sans réserve la nécessité d'intervention « par tous les niveaux de gouvernements priorisant la santé publique, y compris des mesures qui consolident notre infrastructure publique pour le bien de tous et pour la protection des plus vulnérables face à cette pandémie : les aînés, les travailleurs à statut précaire, les communautés autochtones, les sans-abri ». Cependant, l'histoire nous rappelle encore et encore que les gouvernements se servent de tels moments de crise sociale pour élargir leurs pouvoirs et violer les principes constitutionnels vitaux - y compris ceux qui sont enchâssés dans la *Charte canadienne des droits et libertés* - au nom de la « sécurité publique ». Lorsque l'urgence déclarée prend fin, les pouvoirs élargis restent souvent en place, et ce, de façon permanente. Compte tenu de ce qui précède, nous appelons les gouvernements municipaux et de la Nouvelle-Écosse, la police locale et la GRC, le ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse et le Conseil des commissionnaires de police de Halifax d'exercer leurs pouvoirs (et de rigoureusement surveiller l'exercice de ces pouvoirs) dans cette situation d'état d'urgence d'une manière qui soit respectueuse des droits et libertés civiques de chaque personne et communauté de la Nouvelle-Écosse. Nous sommes surtout soucieux que ne se répètent, dans les pratiques actuelles, des scénarios bien connus du passé d'espionnage étatique, d'interventions policières et



de poursuites qui ciblent de façon disproportionnée les Noirs, les Autochtones et les autres personnes racisées, celles vivant dans la pauvreté, les itinérants, les personnes ayant des problèmes de santé mentale, et d'autres groupes vulnérables.

Comme l'ALCCB, nous pensons à la longue histoire bien documentée d'abus de pouvoir en vertu de la *Loi des mesures de guerre* du fédéral (le prédécesseur de la *Loi d'urgence* fédérale qu'on se prépare à déclarer à Ottawa) qui a été invoquée pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale et qui a servi à arrêter et incarcérer des Canadiens qualifiés d'« ennemis étrangers » et à saisir leur propriété, avec de graves conséquences pour les Canadiens d'origine japonaise. Cet abus de pouvoir a aussi été exercé pendant la crise d'octobre en 1970 alors qu'il y a eu des milliers de fouilles et des centaines de personnes détenues dont la vaste majorité n'ont jamais été formellement accusées. Nous rappelons aux autorités de la Nouvelle-Écosse que les mesures d'« urgence » sont « assujetties à la *Charte canadienne des droits et libertés* ». Nous voulons aussi souligner le rapport de Michael MacDonald et Jennifer Taylor *Opinion légale indépendante sur les contrôles policiers* (octobre 2019) qui souligne l'illégalité de telles mesures, ainsi que l'abondante documentation sur les répercussions disproportionnées des interventions policières sur les personnes et communautés noires de notre province. La récente expérience des familles afro-néoécossaises Rao et Dixon au lendemain de cet avis juridique, la condamnation formelle des comportements racistes de la police et l'interdiction des contrôles et fouilles individuels n'ont pas réussi à raviver la confiance de nos communautés qui jugent toujours que le problème des interventions policières racistes n'a pas vraiment été réglé. Ces récents exemples sont des rappels opportuns des transgressions volontaires du pouvoir d'État à la veille d'un nouvel état d'urgence dans la province relativement à la COVID-19.

Compte tenu de comment le racisme institutionnalisé et d'autres inégalités socio-économiques influencent les interventions policières et juridiques et engendrent des inégalités d'accès aux ressources et à l'espace publics et privés, nous nous demandons qui sera la cible des interventions policières et juridiques pour contrôler les mesures de non-rassemblement et de distanciation prosociale du présent état d'urgence. Comment les préoccupations face aux problèmes de santé qui prennent une ampleur disproportionnée et des allures spécifiques parmi les Noirs, les Autochtones et les autres groupes et communautés vulnérables sont-elles envisagées dans cette situation de crise de santé publique et d'état d'urgence ?

Nous appelons les communautés et toutes les instances officielles de la Nouvelle-Écosse à voir cette crise comme une occasion de développer et de mettre en pratique des mesures de santé et de sécurité publiques qui sont inclusives et équitables, reflétant ce que l'ALCCB appelle avec justesse « une infrastructure publique qui bénéficie à tous » ainsi qu'un mécanisme de reddition de comptes réciproque entre nous, et entre nous et les autorités publiques, conformément à la responsabilité que nous avons envers notre bien-être collectif. Voici des exemples de pratiques de santé et de sécurité inclusives et équitables :

- La traduction immédiate des mesures d'urgence et autres reliées à la COVID-19 en micmac et dans les langues des communautés de réfugiés et d'immigrants de la Nouvelle-Écosse pour veiller à ce que l'information essentielle soit répartie également.
- La transparence sur les peines pour tout refus d'honorer les contraventions ainsi que des mesures pour veiller à ce que les gens appauvris ne soient pas criminalisés ou que l'argent qu'ils ont mis de côté pour leurs besoins quotidiens ou pour leurs besoins de santé ne soit saisi. Nous rejetons définitivement les contraventions pour les gens vivant dans la pauvreté et considérons qu'il s'agit d'une peine disproportionnée.
- Que soient mises en place des mesures de surveillance et de reddition de comptes pour la police : nous exigeons qu'un mécanisme de plaintes soit mis sur pied pour permettre au public de rapporter des cas d'abus spécifiques à la mise en oeuvre actuelle de la *Loi sur la gestion des*

urgences et la Loi sur la protection de la santé, 2004.

- Des règles claires concernant l'accès de la police aux propriétés. La police doit adopter une approche de réduction des méfaits pour faire en sorte que les personnes vulnérables puissent lancer un appel à l'aide si nécessaire, en particulier dans ces communautés qui sont déjà aliénées de la police.

- La transparence immédiate est nécessaire de la part des autorités pour assurer que les exercices d'autorité pendant l'urgence ne soient pas un prétexte pour faire des contrôles policiers. Nous exigeons que les membres de la communauté puissent refuser de divulguer de l'information personnelle, afin de ne pas raviver la pratique raciste des contrôles policiers.

- Des communications publiques claires sur exactement comment les autorités provinciales et municipales comptent traiter de la santé des communautés vulnérables (noires, autochtones et autres personnes racisées, les personnes vivant dans la pauvreté, les sans-abri et les personnes vivant dans des logements insalubres, les personnes atteintes d'une maladie mentale, les personnes handicapées) dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

- Des mesures claires pour veiller à la santé des personnes confinées dans les institutions « correctionnelles » et « judiciaires » pour adultes et jeunes adultes, un financement à long terme pour appuyer les besoins en logement et en santé des personnes qui sortent de prison. Les membres de la communauté sont préoccupés pour toute personne confinée dans des institutions et rappellent, par exemple, la surreprésentation d'adultes noirs et autochtones, en particulier des jeunes adultes, en détention provinciale. Nous soulignons aussi que la vaste majorité des personnes en détention sont en détention provisoire en attente d'un procès, et n'ont donc jamais été accusées d'aucun crime.

Signé

Les membres engagés de la communauté de la Nouvelle-Écosse oeuvrant pour une santé et une sécurité inclusives face à la COVID-19, y compris :

Le Département de la Justice sociale et des Études communautaires, université Saint Mary's (Benita Bunjun, Val Marie Johnson, El Jones, Darryl Leroux, Rachel Zellars)

Le Dr OmiSoore Dryden, de la chaire James R. Johnston d'études sur les Noirs du Canada, Faculté de médecine, université de Dalhousie

Le Congrès mondial Afrikan-chapitre de la Nouvelle-Écosse

Lynn Jones, activiste



Les efforts pour faire face à la pandémie, les sanctions américaines et les assassins payés

Opposition grandissante à la guerre de sanctions des États-Unis au milieu de la crise de la COVID-19

Dans son discours du 27 mars au Sommet virtuel spécial du G20 convoqué par l'Arabie saoudite, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a une fois de plus appelé à un cessez-le-feu de tous les conflits entre les nations afin que l'humanité puisse entièrement se concentrer sur la lutte

contre la pandémie de la COVID-19. Il a de nouveau appelé à la levée des sanctions contre les pays afin qu'ils puissent utiliser toutes les ressources nécessaires pour lutter contre le virus.

Deux jours plus tôt, la Russie, la Syrie, l'Iran, Cuba, la Chine, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), le Nicaragua et le Venezuela ont envoyé une lettre conjointe au secrétaire général de l'ONU l'appelant à exiger la levée des sanctions contre les pays qui ont entravé leurs efforts nationaux contre le virus. En outre, la Russie a soumis une résolution à l'Assemblée générale des Nations unies appelant à la levée des sanctions contre les pays ciblés afin de contourner le veto des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU.

Guterres a souligné dans son discours que « nous sommes en guerre contre un virus, et nous ne sommes pas en train de gagner. Il a fallu au monde trois mois pour atteindre les 100 000 premiers cas confirmés de la COVID-19. Les 100 000 cas suivants sont apparus en seulement douze jours ; les 100 000 suivants en quatre jours ; les 100 000 derniers cas ont été enregistrés en un jour et demi à peine. Cela représente une croissance exponentielle, et ce n'est que le sommet de l'iceberg. Nous avons besoin d'un plan de guerre pour remporter cette guerre. La solidarité est essentielle ... C'est pourquoi j'ai appelé à un cessez-le-feu mondial. »



L'appel de Guterres a été repris par de nombreux pays qui, avant même son intervention, avaient agi pour aider les autres. Cuba, par exemple, tout en faisant face à des sanctions brutales des États-Unis, exprime une fois de plus son internationalisme légendaire en envoyant des médecins et des professionnels de la santé pour aider en Italie, au Venezuela, au Nicaragua, au Suriname, en Jamaïque et à la Grenade, entre autres pays. Cuba a même proposé d'aider les États-Unis, mais l'administration Trump a rejeté son offre généreuse. Non seulement les États-Unis refusent-ils l'aide de Cuba pour sauver la vie de citoyens américains, mais ils n'ont pas levé les sanctions contre Cuba, les resserrent, font des menaces de guerre contre l'Iran et ont mis la tête du président Nicolas Maduro du Venezuela à prix sous l'accusation fallacieuse qu'il est impliqué dans le trafic de stupéfiants. Ce sont tous des actes criminels inadmissibles à un moment où les peuples du monde s'unissent tous contre la pandémie. De plus, les États-Unis s'ingèrent dans la capacité de l'Iran à acheter des fournitures médicales dans sa lutte contre la pandémie.

Il convient de noter que, dans son intervention au Sommet virtuel du G20, le premier ministre Trudeau a notamment déclaré : « Nous sommes gravement préoccupés par les risques graves qui pèsent sur tous les pays, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés, notamment en Afrique et dans les petits États insulaires, où les systèmes de santé et les économies sont peut-être moins en mesure de relever le défi, ainsi que le risque particulier auquel sont confrontés les réfugiés et les personnes déplacées. » Ce qui est caché dans cette déclaration, c'est que c'est le système impérialiste d'États auquel appartient le Canada qui a exploité et abusé de ces pays et est directement responsable du fait que leurs systèmes de soins de santé et d'autres systèmes soient compromis. Pourtant, ces pays prennent des mesures proactives sous la direction de l'Organisation mondiale de la santé pour mettre fin à la pandémie. Les inquiétudes de Trudeau concernant les petits États insulaires peuvent être amplement illustrées par le rôle ignoble que le Canada a joué pendant des décennies en Haïti de concert avec les États-Unis pour terroriser et

exploiter le peuple haïtien, ce qui a contribué à la crise de ses soins de santé et des autres infrastructures. Le Canada participe lui aussi à des sanctions illégales contre la RPDC et d'autres pays et n'a pas jugé bon de lever ces sanctions en ces moments graves.

On voit donc que pendant que les États-Unis, le Canada et d'autres pays continuent d'imposer des sanctions contre certains pays, ce qui entrave directement leur capacité à faire face à la pandémie, l'opposition mondiale à ces actes criminels grandit.

Ce qui ressort clairement de cette crise, à un moment déterminant auquel l'humanité est confrontée, c'est la solidarité sociale des peuples de ce monde, les nobles actes de Cuba et d'autres nations et les efforts pour partager des informations et s'entraider. En revanche, la pandémie montre également le visage hideux de l'impérialisme américain et de ses compagnons de route qui, en poursuivant les sanctions contre Cuba, la RPDC, l'Iran, le Venezuela et d'autres, révèlent qu'ils sont dépourvus de toute humanité. Cela souligne la nécessité politique que l'humanité intensifie la lutte collective pour mettre les impérialistes américains et leurs alliés au pied du mur, afin que nations et les peuples du monde aient un avenir brillant et prospère.

L'approche proactive du Vietnam



La famille vietnamienne d'un patient rétabli de la COVID-19 présente des fleurs à un médecin dans la province nordique de Vinh Phuc,, le 26 février 2020. À ce moment-là, le patient était le dernier à être traité.

Dès le départ, le gouvernement de la République socialiste du Vietnam a pris toutes les mesures, y compris une campagne massive d'éducation du public et d'application des règles, pour lutter contre la COVID-19. Au 28 mars, le Vietnam avait signalé 174 cas et aucun décès. Dès que le virus est apparu, le gouvernement a mis sur pied un comité directeur national pour COVID-19 avec la participation des ministres et des fonctionnaires de tous les ministères dirigés par le vice-premier ministre Vu Duc Dam, déterminé à faire en sorte que le Vietnam réduise le nombre de cas à moins de 1 000. Le vice-premier ministre a déclaré qu'avec le peuple mobilisé sous la direction du Parti communiste du Vietnam, du gouvernement et de ses ministères, le peuple vietnamien vaincra le

virus. Les ministères sont responsables de la mise en oeuvre de toute décision prise par le comité directeur national. De plus, le Vietnam travaille en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, qui a fourni au pays des ressources de test en laboratoire.

Dans une récente entrevue, le professeur Le Vu Anh, un chef de la santé publique et doyen fondateur de l'école de santé publique de Hanoï, a souligné que les soins de santé des citoyens sont une priorité absolue du gouvernement. Il a expliqué qu'ils sont organisés par l'entremise de quatre niveaux d'administration - au niveau central, provincial, du district et de la commune -, et à chaque niveau, le personnel et les infrastructures sont adéquats pour soutenir la santé des populations. Ces niveaux d'organisation permettent d'entreprendre avec succès une campagne de sensibilisation du public pour informer les citoyens du danger posé par la COVID-19 et les mobiliser dans la lutte contre le virus, a-t-il noté.

Il a également souligné qu'il existe une assurance maladie publique et bien qu'il existe des établissements de santé publics et privés, tous doivent être agréés par l'État et sont régulièrement contrôlés pour s'assurer qu'un travail approfondi est effectué pour garantir la santé et le bien-être des personnes.

Des reportages révèlent le niveau d'intervention et de soutien que le Vietnam apporte à ses citoyens en matière de lutte contre la COVID-19. Par exemple, elle a souligné que si une personne est malade dans un bâtiment, tout le bâtiment est verrouillé et que le gouvernement fournit trois repas chauds par jour à tout le monde dans ce bâtiment à un coût minime jusqu'à ce que la personne se rétablisse. Si une personne entre dans le pays depuis l'étranger, les responsables de la santé publique la mettent immédiatement en quarantaine pour une période de 14 jours aux frais de l'État. Des hôtels sont ouverts et des chambres deviennent disponibles à des tarifs subventionnés pour ceux qui souhaitent s'y installer pour s'isoler. Cela permet également de maintenir l'industrie touristique active pendant la pandémie. Ces mesures et d'autres se sont révélées être des moyens efficaces de lutter contre la COVID-19 et le Vietnam montre que la pleine intervention de l'État, la mobilisation et la participation active de l'ensemble du peuple sont la clé pour contenir avec succès le virus.

(Source: Nanh Dan, Orinoco Tribune. Photo: VNA)

Cuba intensifie sa coopération internationale et ses mesures pour combattre la pandémie au pays



En dépit du blocus brutal des États-Unis contre Cuba, une autre équipe médicale cubaine se prépare à se rendre dans la principauté européenne d'Andorre, limitrophe de l'Espagne, pour aider à la lutte contre la COVID-19.

« L'humanité fait face à un défi commun. Cette pandémie ne respecte ni les frontières, ni les idéologies. Elle menace la vie de tous et c'est la responsabilité de tous d'intervenir », a écrit le ministre des Relations extérieures Bruno Rodriguez sur son compte Twitter cette semaine.

Dans son intervention du 27 mars lors de la réunion ministérielle virtuelle de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) sur les questions de santé pour le confinement et la surveillance de la COVID-19, Bruno Rodriguez a appelé à un effort uni pour consolider la solidarité et la coopération internationales contre la pandémie.

Il a dit que Cuba contribue sa modeste coopération à ceux qui le demandent et est prête à continuer de le faire, et que Notre Amérique peut en sortir victorieuse, appuyée par la solidarité et l'unité dans la diversité. À cet égard, il a dit qu'il faut mettre de côté les différends politiques et se consacrer à la recherche conjointe des réponses requises, sans attendre de l'aide miraculeuse du Nord développé.

Il a dit qu'il est inacceptable que certains pays doivent subir des mesures coercitives unilatérales arbitraires comme celles imposées par les États-Unis au Nicaragua et au Venezuela, et a exigé qu'on y mette fin immédiatement. Il a aussi condamné la campagne du gouvernement américain qui tente de discréditer la coopération médicale de Cuba en exerçant une pression sur certains pays pour qu'ils refusent cette aide, et a dit que ces pressions sont faites alors que la solidarité entre nations s'intensifie partout dans le monde.

« Cuba préconise la paix, la santé, la vie. Nous sommes fiers de nos professionnels de la santé qui dans l'île ou dans différentes régions du monde se sont joints à la lutte contre la COVID-19. Ils personnifient l'humanité et la solidarité de la Révolution cubaine », a-t-il dit.

Jusqu'à présent, Cuba a envoyé des équipes médicales pour aider 14 pays, y compris l'Italie et Andorre, à proximité de pays durement frappés comme l'Espagne et la France en Europe, la Jamaïque, Antigua-et-Barbuda, St-Vincent et les Grenadines, Haïti, Sainte-Lucie, Suriname, Grenade, la Dominique, Saint-Christophe et Nevis, et Belize dans les Caraïbes, et le Venezuela et le Nicaragua. La plupart des 800 professionnels de la santé de ces missions sont des membres de la Brigade médicale internationale Henry Reeve contre les désastres et les épidémies dangereuses et ont une formation spéciale. La Brigade est reconnue pour son travail lors de l'épidémie d'Ébola en Afrique. Cinq cent autres médecins, principalement des spécialistes en médecine d'urgence et thérapie, partiront bientôt pour l'Argentine.

Cuba rapporte aussi que plus de 45 pays partout dans le monde ont demandé l'interféron Alpha 2B pour leurs programmes de traitement contre la COVID-19, à la suite des résultats favorables obtenus en Chine, à Cuba et dans d'autres pays.

La lutte contre la pandémie au pays

Le ministre de la Santé publique, Jose Angel Portal, a annoncé dimanche qu'en date du 29 mars, Cuba avait 139 cas confirmés de la COVID-19. Parmi eux il y avait 114 Cubains et 25 étrangers. L'état clinique de 124 d'entre eux est stable, 3 sont dans une condition sérieuse et 3 sont décédés. Une personne a été évacuée du pays et 4 ont eu leur congé. Il a dit que Cuba est présentement au stage pré-épidémique et que la transmission communautaire n'a pas encore été confirmée.

Le 20 mars, le président Diaz-Canel s'est adressé à la nation dans une émission télévisée. Il a dit : « En tant qu'État et gouvernement, nous avons la responsabilité de protéger les vies humaines et le tissu social dans son ensemble. Nous agissons de façon globale, avec sérénité, réalisme et objectivité. Il ne doit pas y avoir de panique, ni d'excès de confiance. » Il a annoncé qu'en date du 24 mars les non-résidents de Cuba n'auraient pas le droit de voyager au pays, ce qui privera le pays d'une de ses plus grandes sources de revenu pendant 30 jours. Les résidents cubains qui

entrent au pays seront obligés de respecter une quarantaine de 14 jours. Il a aussi appelé la population à prendre plus au sérieux la pratique de distanciation sociale et les autres pratiques conçues pour prévenir la propagation de la COVID-19.

Des résidents cubains qui sont arrivés au pays de l'étranger le 28 mars, 128 sont allés directement dans des centres d'isolation pour y subir une surveillance clinique et épidémiologique. Jusqu'ici, 2 317 personnes, dont 115 étrangers, ont séjourné dans ces centres pour y être surveillés. Aussi, 30 642 personnes sont en quarantaine au pays, pour des soins primaires. Les étudiants en médecine, des membres de la Fédération des Femmes cubaines (FFC) et des Comités de Défense de la Révolution ont visité plus de 642 560 familles pour faire en sorte qu'elles aient l'aide nécessaire pour combattre la pandémie.

Cuba a commencé à adopter de nouvelles mesures en ce qui concerne les échanges intérieurs et les secteurs de l'économie où des investissements seront faits, puisqu'elle ne peut compter sur l'importation de biens dont elle a besoin dans la période qui vient.

Le 28 mars, le vice-premier-ministre Alejandro Gil a annoncé que pour la production domestique, on ciblerait des secteurs comme l'agriculture, l'hygiène et les médicaments. La ministre du Commerce intérieur, Betsy Diaz, a annoncé des projets de distribution équitable de nourriture et d'autres nécessités pour éviter les rassemblements. La vente de légumes, de protéines et de produits hygiéniques sera la priorité, a-t-elle dit, afin d'approvisionner toutes les familles cubaines.

(Sources : Prensa Latina, Granma, teleSUR. Photo: teleSur)

Les menaces criminelles des États-Unis contre le Venezuela doivent cesser !

- *Mouvement social de l'ALBA Canada, chapitre d'Ottawa* -



Après plusieurs années de sanctions brutales et de menaces d'intervention militaire contre le Venezuela, les États-Unis, frustrés devant l'échec de toutes leurs tentatives d'imposer un changement de régime, ont escaladé leurs attaques en accusant le Venezuela et le président Nicolas Maduro de narcoterrorisme et ont offert une récompense de 15 millions de dollars pour son arrestation ou assassinat ainsi que pour l'arrestation ou l'assassinat des autres dirigeants de la révolution bolivarienne.

Hier à peine [le 27 mars], les États-Unis invoquaient une crise humanitaire au Venezuela, accusant Maduro et appelant pour son renversement au nom des droits humains du peuple vénézuélien, pour prêter à leur énième tentative de changement de régime un semblant de légitimité. Maintenant, les masques sont tombés et voilà qu'ils ont recours à une forme ouverte d'assassinat ciblé, une forme répugnante d'appel aux chasseurs de prime. Cela ne doit pas passer ! Évidemment, les autorités américaines ne possèdent pas la moindre preuve pour appuyer leurs accusations. Il est bien connu que les États-Unis, par le biais de la CIA et son principal allié en Amérique latine, le président Duque de la Colombie, sont les principales sources de narcoterrorisme dans la région.

Cette action dangereuse et criminelle de l'administration Trump a lieu au moment où le Venezuela et des pays partout dans le monde mobilisent leurs ressources pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 qui se propage rapidement. Les peuples de partout s'unissent dans un effort sans précédent pour vaincre le virus et défendre leur santé et leur sécurité. Cet effort est fait au moment où les États-Unis sont eux-mêmes devenus l'épicentre de la pandémie.

Il a été annoncé que huit pays représentant près du quart de l'humanité affirment que les actions de Washington minent leur réponse à la pandémie de la COVID-19. Les gouvernements de la Chine, de Cuba, l'Iran, le Nicaragua, la Corée du Nord, la Russie, la Syrie et le Venezuela — qui subissent tous les sanctions des États-Unis — ont fait parvenir une déclaration commune au secrétaire-général des Nations unies, au Haut-Commissariat du secrétaire-général des Nations unies et au directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, appelant à mettre fin au blocus économique unilatéral des États-Unis et dénonçant le blocus comme étant illégal et en violation ouverte du droit international et de la Charte des Nations unies.



Ces dernières semaines, les nations lancent des appels à la coopération accrue, pour le partage des ressources et pour mettre de côté leurs différends afin de vaincre la pandémie planétaire. L'heure est à de nouvelles relations internationales sous la bannière d' « Une humanité, une lutte », mais les États-Unis persistent à aller à l'encontre de la marche vers l'avant du peuple avec leurs sanctions, leurs guerres d'agression et d'occupation sans fin et leurs complots de changements de régime. Ces plus récentes activités de voyous des États-Unis contre le Venezuela ne doivent pas passer !

Cette plus récente provocation scandaleuse par l'administration américaine crée une situation des plus dangereuses pour le peuple du Venezuela et de tous les pays de l'ALBA. L'incitation à la violence contre le gouvernement dûment élu du Venezuela n'est pas qu'une menace pour l'indépendance et la souveraineté du Venezuela mais menace aussi la stabilité de toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Les menaces criminelles des États-Unis ne doivent pas passer ! Le peuple vénézuélien et leur président Nicolas Maduro méritent l'appui de tous les Canadiens et des peuples du monde contre ces plus récentes provocations.

Ne touchez pas au Venezuela !

(28 mars 2020. Photos: Alba Movements Canada, PSUV)

Les Forces armées nationales boliviennes du Venezuela rejettent la plus récente grossière attaque des États-Unis

Le 27 mars, après que le procureur général William Barr a annoncé que le gouvernement américain paierait des millions de dollars pour la remise du président Nicolas Maduro et d'autres dirigeants nommés de l'État vénézuélien, le communiqué suivant a été publié par les Forces armées nationales boliviennes du Venezuela (FANB) :

Les Forces armées nationales boliviennes rejettent catégoriquement les accusations extravagantes et extrêmes du département de la Justice des États-Unis contre le citoyen Nicolas Maduro Moros, président constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, notre Commandant en chef ; le citoyen général en chef Vladimir Padrino Lopez, vice-président de la souveraineté politique, de la sécurité et de la paix et ministre de la Défense, ainsi que d'autres dirigeants politiques et militaires importants de l'État vénézuélien.

Sans honte, cette attaque grossière de l'empire américain survient précisément à un moment critique vécu par l'humanité, quand elle se bat pour la vie, essayant de contenir la COVID-19, contre laquelle le gouvernement bolivarien, par le biais de son union civilo-militaire, parvient à atteindre efficacement des résultats et en répondant de manière adéquate aux besoins essentiels de sa population. De même, cette attaque survient juste après la révélation d'un complot appelant à des actions violentes contre les autorités reconnues de notre pays depuis le territoire colombien. Il semble que la frustration de leurs tentatives de renverser notre gouvernement légitimement constitué les ait amenés à imaginer des fantasmes judiciaires qui méritent sans aucun doute la ferme condamnation de la communauté internationale.

Il est évident que leur intention perfide est de discréditer nos institutions démocratiques et d'invisibiliser le sacrifice extraordinaire que des millions de Vénézuéliens font chaque jour pour surmonter les sanctions et le blocus économique et financier imposés par l'empire lui-même, reconnu comme un crime contre l'humanité, et pour surmonter les adversités afin de réaliser la paix et le développement national. On peut également facilement déduire qu'ils tentent de détourner l'attention des énormes difficultés que leur système de santé capitaliste éprouve à confronter la pandémie qui nous afflige actuellement, et de la course électorale pour la réélection de Donald Trump, qui restera dans l'histoire comme le plus désastreux et irrationnel des présidents américains.

Ces accusations, totalement dépourvues de tout élément de preuve, visent à entacher la moralité d'une poignée de patriotes qui ont consacré leur vie au service de la nation et, contrairement à ce qu'ils prétendent, luttent contre le fléau du trafic de drogue, généré en Colombie, avec véhémence et éthique révolutionnaire. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, c'est en Colombie que 70 % de la cocaïne mondiale est produite, dont 93 % atteint les États-Unis par la route du Pacifique. À cet égard, il convient de souligner l'effort magnanime que les FANB ont déployé pour lutter contre cette activité illicite, notamment avec la neutralisation de plus de 189 appareils utilisés pour le trafic de drogue, le tout dans le cadre de la loi sur le contrôle de la défense globale de l'espace aérien.

Le président Nicolas Maduro Moros est un dirigeant social renommé forgé dans les luttes syndicales pour les revendications de la classe ouvrière, qui défend un projet de justice humaniste et social pour notre chère patrie ; il a également été un commandant en chef exceptionnel. Pour sa part, le général en chef Vladimir Padrino Lopez, est un général avec une carrière académique et professionnelle distinguée, avec une grande autorité à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution, à la tête de laquelle il a assumé des défis complexes pendant plus de cinq ans en tant que ministre du

Pouvoir populaire pour la défense. Pour ces raisons, les FANB réaffirment leur loyauté absolue et engagement indéfectible à continuer de les accompagner dans les batailles que nous menons en permanence pour garantir la santé, la sécurité, le bien-être et les intérêts sacrés du peuple vénézuélien.

Fidèles aux traditions qui nous ont été transmises par le libérateur Simon Bolívar et le commandant suprême Hugo Chavez, nous réitérons au monde entier que l'empire américain et ses alliés n'ébranleront affaibliront jamais notre dignité et notre résolution irrévocable d'être libres, souverains et indépendants.

Chavez vit, la patrie continue. Patrie indépendante et socialiste, nous vivrons et gagnerons. Loyaux toujours, traîtres jamais !

(Traduit de l'espagnol par LML)

Venezuela : La réponse à la COVID-19 pourrait vous surprendre...

- Leonardo Flores -



Des médecins vénézuéliens font une visite à domicile.

Quelques heures après son lancement, plus de 800 Vénézuéliens aux États-Unis se sont inscrits pour un vol d'urgence de Miami à Caracas par le biais d'un site web géré par le gouvernement vénézuélien. Ce vol, offert gratuitement, a été proposé par le président Nicolás Maduro lorsqu'il a appris que 200 Vénézuéliens étaient bloqués aux États-Unis suite à la décision de son gouvernement d'arrêter les vols commerciaux à titre de mesure préventive contre les coronavirus. La promesse d'un vol s'est étendue à deux vols ou plus, car il est apparu clairement que de nombreux Vénézuéliens aux États-Unis voulaient retourner au Venezuela, mais la situation n'est toujours pas résolue en raison de l'interdiction américaine sur les vols à destination et en provenance du pays.

Ceux qui se fient uniquement aux médias grand public pourraient se demander qui, dans leur bon sens, voudrait quitter les États-Unis pour le Venezuela. Le Time, le Washington Post, The Hill et le Miami Herald, entre autres, ont publié des opinions au cours de la semaine dernière décrivant le Venezuela comme un cauchemar chaotique. Ces médias ont brossé le tableau d'un désastre dû au coronavirus, de l'incompétence du gouvernement et d'une nation au bord de l'effondrement. La réalité de la réponse du Venezuela aux coronavirus n'est pas du tout couverte par les médias

mainstream.

De plus, ce que chacun de ces articles résume, c'est le dommage causé par les sanctions de l'administration Trump, qui a dévasté l'économie et le système de santé bien avant la pandémie de coronavirus. Ces sanctions ont appauvri des millions de Vénézuéliens et ont eu un impact négatif sur des infrastructures vitales, comme la production d'électricité. Le Venezuela est empêché d'importer des pièces de rechange pour ses centrales électriques et les pannes qui en résultent interrompent les services d'eau qui dépendent des pompes électriques. Ces problèmes, ainsi que des dizaines d'autres implications de la guerre hybride contre le Venezuela, ont provoqué une baisse générale des indicateurs de santé, entraînant 100 000 décès à la suite des sanctions.

En ce qui concerne les coronavirus en particulier, les sanctions augmentent le coût des kits de dépistage et des fournitures médicales, et interdisent au gouvernement vénézuélien d'acheter du matériel médical aux États-Unis (et dans de nombreux pays européens). Ces obstacles semblent placer le Venezuela sur la voie du pire des scénarios, comme l'Iran (également frappé par les sanctions) ou l'Italie (frappée par l'austérité et le néolibéralisme). Contrairement à ces deux pays, le Venezuela a pris très tôt des mesures décisives pour faire face à la pandémie.

Grâce à ces mesures et à d'autres facteurs, le Venezuela se trouve actuellement dans son meilleur scénario. Au moment où nous écrivons ces lignes, 11 jours après le premier cas confirmé de coronavirus, le pays compte 86 personnes infectées, avec 0 décès. Ses voisins n'ont pas fait aussi bien : Le Brésil compte 1 924 cas avec 34 décès ; l'Équateur 981 et 18 ; le Chili 746 et 2 ; le Pérou 395 et 5 ; le Mexique 367 et 4 ; la Colombie 306 et 3 (à l'exception du Mexique, ces gouvernements ont tous participé et contribué activement aux efforts de changement de régime menés par les États-Unis au Venezuela). Pourquoi le Venezuela fait-il beaucoup mieux que les autres pays de la région ?

Les sceptiques prétendront que le gouvernement Maduro cache des chiffres et des décès, qu'il n'y a pas assez de tests, pas assez de médicaments, pas assez de talents pour faire face de manière adéquate à une pandémie. Mais voici les faits :

Premièrement, la solidarité internationale a joué un rôle inestimable pour permettre au gouvernement de relever le défi. La Chine a envoyé des kits de diagnostic de coronavirus qui permettront de tester 320 000 Vénézuéliens, en plus d'une équipe d'experts et de tonnes de fournitures. Cuba a envoyé 130 médecins et 10 000 doses d'interféron alfa-2b, un médicament qui a fait ses preuves en aidant les patients atteints de COVID-19 à se rétablir. La Russie a envoyé le premier de plusieurs envois de matériel et de kits médicaux. Ces trois pays, que la politique étrangère américaine qualifie régulièrement de malfaisants, offrent leur solidarité et leur soutien matériel. Les États-Unis offrent davantage de sanctions et le FMI, dont on sait qu'il est sous contrôle américain, a rejeté une demande vénézuélienne de 5 milliards de dollars de financement d'urgence que même l'Union européenne soutient.

Deuxièmement, le gouvernement a rapidement mis en oeuvre un plan pour contenir la propagation de la maladie. Le 12 mars, un jour avant les premiers cas confirmés, le président Maduro a décrété l'urgence sanitaire, a interdit aux foules de se rassembler et a annulé les vols en provenance d'Europe et de Colombie. Le 13 mars, premier jour, deux Vénézuéliens ont été testés positifs ; le gouvernement a annulé les cours, a commencé à exiger le port de masques dans le métro et à la frontière, a fermé les théâtres, les bars et les boîtes de nuit, et a limité les restaurants à emporter ou à livrer. Il convient de répéter que c'était le premier jour où un cas a été confirmé ; de nombreux États américains n'ont pas encore pris ces mesures. Au quatrième jour, une quarantaine nationale a été mise en place (équivalent à des ordonnances de confinement) et un portail en ligne appelé « Plan pour la Patrie » a été réorienté pour

enquêter sur les cas potentiels de COVID-19. Au huitième jour, 42 personnes étaient infectées et environ 90 % de la population se conformait à la quarantaine. Au onzième jour, plus de 12,2 millions de personnes avaient répondu à l'enquête, plus de 20 000 personnes ayant déclaré être malades ont reçu la visite de professionnels de la santé à leur domicile et 145 personnes ont été orientées vers un test de dépistage du coronavirus. Le gouvernement estime que sans ces mesures, le Venezuela compterait 3 000 personnes infectées et un nombre élevé de décès.

Troisièmement, le peuple vénézuélien était en mesure de faire face à une crise. Au cours des 7 dernières années, le Venezuela a vécu la mort d'un leader très populaire, de violentes manifestations de droite, une guerre économique caractérisée par des pénuries et une hyperinflation, des sanctions qui ont détruit l'économie, un coup d'État en cours, des tentatives d'insurrections militaires, des attaques contre les services publics, des coupures de courant, des migrations massives et des menaces d'action militaire américaine. Le coronavirus est un défi d'un autre genre, mais les crises précédentes ont instillé une résilience chez le peuple vénézuélien et renforcé la solidarité au sein des communautés. Il n'y a pas de panique dans les rues ; au contraire, les gens sont calmes et suivent les protocoles de santé.

Quatrièmement, l'organisation de masse et la priorité donnée aux personnes avant tout. Les communes et les communautés organisées ont pris les devants, en produisant des masques, en maintenant le système d'approvisionnement alimentaire CLAP en marche (ce paquet alimentaire mensuel atteint 7 millions de familles), en facilitant les visites de médecins dans chaque maison et en encourageant l'utilisation des masques en public. Plus de 12 000 étudiants en médecine en dernière ou avant-dernière année d'études ont demandé à être formés aux visites à domicile. Pour sa part, l'administration Maduro a suspendu le paiement des loyers, a instauré un gel des licenciements à l'échelle nationale, a accordé des primes aux travailleurs, a interdit aux télécoms de couper le téléphone ou l'internet des gens, a conclu un accord avec les chaînes hôtelières pour fournir 4 000 lits au cas où la crise s'aggraverait, et s'est engagée à payer les salaires des employés des petites et moyennes entreprises. En pleine crise de santé publique — aggravée par une crise économique et des sanctions — la réponse du Venezuela a été de garantir la nourriture, de fournir des soins de santé gratuits et des tests de dépistage à grande échelle, et d'alléger encore la pression économique sur la classe ouvrière.



Des approvisionnements arrivent de Chine pour aider à combattre la COVID-19 au Venezuela.

Le gouvernement américain n'a pas répondu à la demande de l'administration Maduro de faire une exception pour Conviasa Airlines, la compagnie aérienne nationale sous sanctions, afin de

ramener à Caracas les Vénézuéliens bloqués aux États-Unis. Étant donné tout ce qui se passe aux États-Unis, où le traitement par COVID-19 peut coûter près de 35 000 dollars et où le gouvernement pèse la possibilité de donner la priorité à l'économie sur la vie des gens, peut-être que ces Vénézuéliens qui attendent de rentrer chez eux comprennent que leurs chances de survivre au coronavirus — tant physiquement qu'économiquement — sont bien meilleures dans un pays qui privilégie la santé aux profits.

Leonardo Flores est un expert politique latino-américain et militant de Codepink.

(Common Dreams, 25 mars 2020. Traduction : Bernard Tornare. Photo : @Orlenysov, présidence vénézuélienne)

À titre d'information

Mesures contenues dans la loi C-13, Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19

La *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19*, qui a reçu la sanction royale le 25 mars, contient les dispositions suivantes, qui sont extraites du site Web du ministère des Finances. La plupart de ces mesures ont déjà été annoncées mais sont répétées ici comme étant officielles, avec quelques changements. L'avis de motion de voies et moyens visant à présenter le projet de loi C-13 contenant le texte complet est disponible [ici](#).

La loi contient entre autres choses ce qui suit :

- fournit une aide supplémentaire aux familles ayant des enfants en augmentant temporairement les montants de l'Allocation canadienne pour enfants, à hauteur de près de 2 milliards de dollars additionnels.
 - fournit une aide supplémentaire aux particuliers et aux familles à revenu faible ou modeste en leur versant un paiement complémentaire spécial au titre du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS), ce qui représente 5,5 milliards de dollars en soutien.
 - instaure la Prestation canadienne d'urgence (PCU) offrant une somme imposable de 2000 \$ par mois et d'une durée maximale de 4 mois, pour soutenir les travailleurs qui ont perdu leur source de revenus en raison de la pandémie de COVID-19. Cette prestation serait versée aux Canadiens qui ont perdu leur emploi, qui sont malades, ou en quarantaine ou qui prennent soin d'une personne atteinte de la COVID-19, de même qu'aux parents qui doivent cesser de travailler et rester chez eux sans rémunération pour s'occuper d'enfants malades ou restant à la maison, à la suite de la fermeture des écoles et des garderies. De plus, les travailleurs qui conservent leurs emplois, mais ne gagnent pas de revenu en raison d'une perturbation de leur situation de travail résultant de la COVID-19, seraient également admissibles au PCU. Le PCU est accessible aux travailleurs canadiens touchés par la situation actuelle, qu'ils soient admissibles ou pas à l'assurance-emploi (AE).
- Des précisions supplémentaires sur la façon dont les Canadiens peuvent recevoir un montant imposable de 2000 \$ par mois pendant une période pouvant aller jusqu'à quatre mois, appelée la Prestation canadienne d'urgence (PCU), révèlent que les travailleurs admissibles sont ceux qui perdent leur revenu à la suite de la pandémie de la COVID-19. Le PCU combine l'Allocation de soins d'urgence et l'Allocation de soutien d'urgence annoncées antérieurement.

Un communiqué du 25 mars du ministère des Finances indique que la PCU couvrirait les Canadiens qui ont perdu leur emploi, sont malades, mis en quarantaine ou qui prennent soin d'une personne malade avec la COVID-19, ainsi que les parents qui travaillent qui doivent rester à la maison sans salaire, pour s'occuper des enfants malades ou à la maison en raison de fermetures

d'écoles et de garderies. Le PCU s'appliquerait aux salariés, ainsi qu'aux travailleurs contractuels et aux travailleurs autonomes qui ne seraient autrement pas admissibles à l'assurance-emploi (AE).

De plus, les travailleurs qui sont toujours employés, mais qui ne perçoivent pas de revenu en raison de perturbations de leur situation de travail en raison de COVID-19, seraient également admissibles au PCU. Ceci « aiderait les entreprises à garder leurs employés en poste pendant qu'ils gèrent ces moments difficiles, tout en leur permettant de conserver la capacité de reprendre rapidement leurs activités dès que cela sera possible », a dit le communiqué de presse du ministère des Finances.

Il est mentionné que le régime d'assurance-emploi « n'a pas été conçu pour traiter le volume sans précédent de demandes reçues au cours de la dernière semaine. Compte tenu de cette situation, tous les Canadiens qui ne peuvent plus travailler à cause de la COVID-19, qu'ils soient admissibles ou non à l'assurance-emploi, pourraient recevoir la PCU, ce qui leur garantirait l'aide au revenu dont ils ont besoin en temps opportun ».

« Les Canadiens qui touchent déjà des prestations régulières et de maladie de l'assurance-emploi continueraient de les recevoir et ne devraient pas présenter de demande de PCU. Si leurs prestations d'assurance-emploi prennent fin avant le 3 octobre 2020, ils peuvent présenter une demande de PCU une fois que leurs prestations d'assurance-emploi prennent fin et s'ils ne sont pas en mesure de retourner au travail à cause de la COVID-19. Les Canadiens qui ont déjà demandé des prestations d'assurance-emploi et dont la demande n'a pas encore été traitée n'auraient pas à présenter une nouvelle demande. Les Canadiens qui sont admissibles aux prestations ordinaires et aux prestations de maladie de l'assurance-emploi pourraient quand même avoir accès à leurs prestations normales d'assurance-emploi, s'ils sont toujours sans travail, après la période de 16 semaines visée par la PCU. »

« C'est ainsi que le portail d'accès à la PCU serait mis en service au début du mois d'avril. Les Canadiens admissibles à l'assurance-emploi qui ont perdu leur emploi peuvent continuer de présenter une demande de prestations d'assurance-emploi, tout comme les Canadiens qui font la demande d'autres prestations de l'assurance-emploi.

« Les demandeurs commenceraient à recevoir leurs paiements de PCU dans les 10 jours suivant la présentation de leur demande. La prestation serait versée toutes les quatre semaines et serait offerte du 15 mars 2020 au 3 octobre 2020. »

D'autres extraits du communiqué du 25 mars du ministère des Finances indiquent que la *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* :

- introduit une suspension du remboursement des prêts canadiens aux étudiants selon la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et la *Loi sur les prêts aux apprentis* afin d'instaurer un moratoire de 6 mois sur le remboursement des prêts étudiants canadiens pour tous les emprunteurs actuellement en situation de remboursement.

- aide les entreprises à conserver leurs travailleurs en offrant aux exploitants de petites entreprises admissibles une subvention salariale temporaire pour une période de trois mois. Les employeurs admissibles comprendraient les petites entreprises (y compris les coopératives) admissibles à la déduction pour petites entreprises, les employeurs non constitués en société, certaines sociétés de personnes, les organismes à but non lucratif et les organismes de bienfaisance.

[À noter que ce poste a été modifié le 27 mars lorsque le premier ministre a annoncé que les subventions pour couvrir les salaires passeraient à 75 %, plutôt que 10 % pour les petites et moyennes entreprises. Le gouvernement garantira également des prêts bancaires jusqu'à 40 000 \$, dont la première année sera sans intérêt et jusqu'à 10 000 \$ des prêts pourraient être non remboursables. De plus, les paiements de la TPS et de la TVH, ainsi que les droits de douane et les

taxes liés aux importations, seront reportés jusqu'en juin.]

- aide à protéger l'épargne- retraite des aînés de la volatilité des marchés en réduisant de 25 % le retrait minimal exigé des fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) pour 2020.

- appuie les provinces et les territoires au moyen d'un fonds de lutte contre la COVID-19 qui leur procurerait un financement ponctuel de 500 millions de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé pour répondre aux besoins critiques de leurs systèmes de soins de santé et appuyer leurs efforts d'atténuation selon les besoins.

- assure la disponibilité des médicaments et des instruments médicaux en donnant au gouvernement le pouvoir de prendre des règlements pour remédier à toute pénurie de produits thérapeutiques, y compris les médicaments et les instruments médicaux. Cette mesure prévoit la possibilité de déroger aux brevets de médicaments en cas d'urgence sanitaire jusqu'au 30 septembre 2020 et d'importer des médicaments ou des instruments médicaux dont la vente n'est pas autorisée au Canada, pour remédier à certaines pénuries, par exemple d'équipement de protection individuelle ou de médicaments nécessaires pour traiter la COVID-19.

- aide les entreprises canadiennes par l'entremise de la Banque de développement du Canada (BDC) en accordant temporairement au ministre des Finances une plus grande latitude pour déterminer la limite de capital de la BDC, ce qui permettrait à celle-ci d'offrir un soutien financier supplémentaire aux entreprises canadiennes lorsqu'elles en ont besoin.

- aide les entreprises canadiennes par l'entremise d'Exportation et développement Canada (EDC) en accordant temporairement au ministre des Finances une plus grande latitude pour établir les plafonds du capital et des passifs d'EDC – ainsi que du Compte du Canada – et en augmentant la capacité d'EDC à effectuer des opérations financières intérieures, de sorte qu'elle puisse offrir plus efficacement un soutien financier et de l'assurance-crédit aux entreprises canadiennes touchées.

- appuie le secteur agricole et agroalimentaire en modifiant la *Loi sur le Financement agricole Canada* afin d'accorder temporairement au ministre des Finances la latitude nécessaire pour établir la limite des montants en provenance du Trésor qu'il peut verser à Financement agricole Canada afin d'assurer la disponibilité continue du crédit aux entreprises agricoles et agroalimentaires.

- appuie le marché du financement hypothécaire au Canada en améliorant l'accès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement aux capitaux et en augmentant ses plafonds législatifs applicables aux assurances et aux garanties en vigueur afin qu'elle puisse continuer d'offrir un financement stable aux banques et aux prêteurs hypothécaires ainsi que des prêts aux entreprises et aux consommateurs canadiens.

- protège les Canadiens contre la propagation de la COVID-19 en donnant à un ministre fédéral le pouvoir de demander directement des fonds du Trésor public, avec l'accord du ministre des Finances et de la ministre de la Santé, pour appuyer les efforts fédéraux de prévention ou de limitation de la propagation de la COVID-19.

- accorde au ministre des Finances la marge de manoeuvre nécessaire pour réagir rapidement aux développements relatifs à la COVID-19, en modifiant la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin de supprimer temporairement l'exigence qu'il reçoive l'autorisation du gouverneur en conseil pour utiliser ses pouvoirs d'urgence.

- veille à la protection de l'épargne des Canadiens en accordant au ministre des Finances la latitude nécessaire pour porter le plafond d'assurance-dépôts de la Société canadienne d'assurance-dépôts au-delà du niveau actuel de 100 000 \$.

Mise à jour sur la pandémie mondiale, pour la semaine se terminant le 28 mars

La situation de l'humanité, face à la pandémie de COVID-19, continue de se développer rapidement, alors que les gouvernements du monde entier et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'efforcent de contenir l'épidémie. Environ un tiers de la population mondiale vivrait actuellement en confinement en raison du coronavirus.

La situation de l'humanité, face à la pandémie de COVID-19, continue de se développer rapidement, alors que les gouvernements du monde entier et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'efforcent de contenir l'épidémie. Environ un tiers de la population mondiale vivrait actuellement en confinement en raison du coronavirus.

Le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, continue de donner des points de presse quotidiens pour donner un aperçu de la situation mondiale. Il y souligne à plusieurs reprises la nécessité d'une coopération et d'une solidarité internationales pour surmonter la pandémie.

Le Dr Tedros a fait rapport de la situation le 27 mars lors d'une réunion d'information avec 50 ministres de la santé où la Chine, le Japon, la République de Corée et Singapour ont partagé leurs expériences de la lutte contre la pandémie. Il a noté qu'« on peut dégager plusieurs thèmes communs des solutions qui ont permis d'obtenir des résultats concluants : la nécessité d'assurer un dépistage précoce et d'isoler les cas confirmés ; la recherche, le suivi et la mise en quarantaine des contacts ; la nécessité d'optimiser les soins ; et la nécessité de communiquer pour renforcer la confiance et associer les communautés à la lutte. » Cette réunion d'information a également mis en évidence plusieurs défis communs, notamment la pénurie chronique mondiale d'équipements de protection individuelle (ÉPI).

Concernant la pénurie mondiale d'ÉPI, le Dr Tedros a informé que l'OMS « a envoyé près de deux millions d'articles de protection à 74 pays qui en ont le plus besoin et nous nous préparons à en envoyer à 60 autres pays ». Il a souligné que « la coopération et la solidarité internationales sont indispensables pour régler ce problème. Quand les agents de santé sont exposés, nous sommes tous exposés. Les soignants dans les pays à revenu faible et intermédiaire ont droit à la même protection que ceux des pays les plus riches ».

Il a également souligné que pour appuyer l'appel de l'OMS « à tous les pays afin qu'ils appliquent une politique agressive de dépistage, nous cherchons d'urgence à accroître massivement la production de tests et la capacité de tester dans le monde entier ».

Concernant le traitement et un éventuel vaccin pour la COVID-19, le Dr Tedros a déclaré qu'« un des domaines les plus importants de la coopération internationale est celui de la recherche-développement.

« Il faudra compter encore 12 à 18 mois pour pouvoir disposer d'un vaccin. En attendant, nous reconnaissons qu'il existe un urgent besoin de moyens thérapeutiques pour soigner les patients et sauver des vies.

« Aujourd'hui, nous sommes heureux de pouvoir annoncer qu'en Espagne et en Norvège les premiers patients vont être enrôlés dans l'essai de solidarité qui permettra de comparer l'innocuité et l'efficacité de quatre produits ou associations médicamenteuses contre la COVID 19. Il s'agit là d'un essai historique qui réduira de manière spectaculaire les délais nécessaires pour obtenir des données fiables sur les médicaments qui donnent des résultats concluants.

« Plus de 45 pays contribuent à l'essai, et d'autres encore se sont ?déclarés intéressés. Plus le nombre de pays participants sera élevé, plus nous disposerons rapidement de résultats. »

Le Dr Tedros a également expliqué que l'OMS facilite la formation des agents de santé, notant que « plus d'un million d'agents de santé ont été formés en suivant nos cours donnés sur OpenWHO.org et nous continuerons à en former d'autres. »

Lors de son point de presse du 25 mars, Dr. Tedros a replacé les différentes mesures d'isolement social dans le contexte de la lutte mondiale pour vaincre la pandémie. Il a expliqué, « Le fait de demander aux gens de rester chez eux et d'interrompre les mouvements de population permet de gagner du temps et de réduire la pression sur les systèmes de santé. Mais ces actions ne peuvent à elles seules éradiquer une épidémie. Leur finalité est de créer les conditions nécessaires pour prendre les mesures plus précises et ciblées qui sont requises pour interrompre la transmission et sauver des vies.

« Nous appelons tous les pays qui sont engagés dans un confinement strict à utiliser le temps gagné pour s'attaquer au virus. Vous avez créé une nouvelle marge de manoeuvre. La question est de savoir comment l'utiliser.

« Nous recommandons six principales mesures. Premièrement, renforcez, formez et déployez vos agents de santé et vos personnels de santé publique ; deuxièmement, instaurez un système pour trouver chaque cas suspect dans la population générale ; troisièmement, renforcez la production de tests, les capacités de dépistage et la disponibilité des tests ; quatrièmement, recensez, adaptez et équipez les établissements où les patients vont être isolés et pris en charge ; cinquièmement, élaborer un plan et une procédures claires pour la mise en quarantaine des contacts ; et sixièmement, réorientez l'action de l'ensemble des pouvoirs publics, dont la priorité doit être désormais de juguler et de supprimer la COVID-19.

« Ces mesures sont le meilleur moyen d'interrompre la transmission afin que le virus ne réapparaisse pas une fois les restrictions levées. Le pire scénario pour un pays qui rouvre ses écoles et ses entreprises serait bien d'être forcé de les fermer à nouveau face à une résurgence.

Prendre des mesures énergiques pour trouver les cas, les isoler, les tester, les traiter et les suivre : c'est non seulement le moyen le plus efficace et le plus rapide de sortir de restrictions sociales et économiques drastiques, mais aussi la meilleure façon d'éviter d'y recourir. »

Nombre de cas à l'échelle mondiale

Au 28 mars, à 20 h 05 UTC, les statistiques mondiales sur la pandémie de la COVID-19 telles que rapportées par Worldometer étaient les suivantes :

Nombre total de cas signalés : 656 763

- 484 946 dossiers actifs
- 171 817 dossiers fermés

Décès : 30 398

Rétablis : 141 419

Il y a eu 60 451 nouveaux cas du 27 au 28 mars.

La maladie a maintenant été signalée dans 199 pays et territoires. Parmi ceux-ci, 98 ont moins de 100 cas.

Cela se compare aux chiffres de huit jours plus tôt le 20 mars de 266 208 cas signalés (164 418

actifs ; 101 790 fermés) ; 11 187 décès ; 90 603 rétablis ; 21 314 nouveaux cas par rapport à la veille, dans 160 pays.

Les cinq pays avec le plus grand nombre de cas en date du 28 mars étaient :

États-Unis : 119 682 (114 465 actifs ; 3 229 rétablis ; 1 988 décès)

Italie : 92 472 (70 065 actifs ; 12 384 rétablis ; 10 023 décès)

Chine : 81 394 (3 128 actifs ; 74 971 rétablis ; 3 295 décès)

Espagne : 72 248 (54 151 actifs ; 12 285 rétablis ; 5 812 décès)

Allemagne : 57 695 (48 784 actifs ; 8 481 rétablis ; 430 décès)

Comparé à une semaine plus tôt, le changement le plus radical est que les États-Unis sont désormais le pays avec le plus grand nombre de cas signalés. Cela dit, l'Europe continue d'être l'épicentre de la pandémie et le nombre de cas par habitant est le plus élevé. Sur les 20 premiers pays avec le plus grand nombre de cas signalés, 11 se trouvent en Europe. C'est aussi le continent avec le plus grand nombre de décès, avec 20 059, rapporte l'Agence France Presse. En particulier, l'Iran, qui, le 20 mars, avait le quatrième plus grand nombre de cas signalés avec 19 644, au 28 mars, en comptait 35 408, soit le septième décompte le plus élevé.

Les cas dans certains pays par région

En Europe, en date du 28 mars, les cinq pays ayant le taux le plus élevé de cas rapportés étaient :

Italie : 92 472 (70 384 actifs ; 12 384 rétablis ; 10 023 décès)

Espagne : 72 248 (54 151 actifs ; 12 285 rétablis ; 5 812 décès)

Allemagne : 57 695 (48 784 actifs ; 8 481 rétablis ; 430 décès)

France : 37 575 (29 561 actifs ; 5 700 rétablis ; 2 314 décès)

Royaume-Uni : 17 089 (15 935 actifs ; 135 rétablis ; 1 019 décès)

Seulement dans ces cinq pays, le nombre total de cas a augmenté de plus de 150 000 depuis la semaine dernière. Le Royaume-Uni a eu le taux de croissance le plus élevé, ce qui a plus que quadruplé le nombre total de cas depuis une semaine. L'Italie a le taux le plus élevé de décès suite à la COVID-19 dans le monde avec 10 023 décès en date du 28 mars, annonçant 889 décès ce même jour. L'Espagne a le deuxième taux le plus élevé avec 5 812 cas et 832 décès le 28 mars.

Euractiv dit au sujet de l'Italie : « La région nordique de la Lombardie, de loin la plus durement touchée, a vu une baisse importante du nombre de décès et de nouvelles infections le 25 mars, faisant espérer que l'épidémie connaîtrait peut-être un ralentissement à son premier épicentre.

« Cependant, l'optimisme a été tempéré par des avertissements provenant du sud, où la contagion et les décès sont beaucoup moins étendus mais où le taux de croissance est constant et la situation pourrait paralyser un service de santé moins bien outillé que dans le nord plus riche. »

Diverses mesures pour arrêter la propagation de la COVID-19 ont été prises partout en Europe. Selon Euractiv, la Belgique a prolongé ses mesures de confinement jusqu'au 19 avril. L'Espagne a prolongé son « état d'urgence » jusqu'au 11 avril. La Hongrie a annoncé un couvre-feu et la France a prolongé son confinement jusqu'au 15 avril.

En Eurasie :

Turquie : 7 402 (7 224 actifs ; 108 décès)

Russie : 1 264 (1 211 actifs ; 49 rétablis ; 4 décès)

Arménie : 407 (376 actifs ; 30 rétablis ; 1 décès)

Kazakhstan : 228 (211 actifs ; 16 rétablis ; a décès)

Azerbaïdjan : 182 (36 actifs ; 7 rétablis ; 1 décès)

Depuis le 20 mars, ces pays ont connu une croissance qui a multiplié par cinq et par quatre le nombre total de cas, à l'exception de la Turquie dont la croissance est vingt fois plus élevée depuis ses 359 cas.

La Russie fermera ses frontières le 30 mars pour tenter de ralentir la propagation de la pandémie, selon un décret gouvernemental.

En Asie de l'Ouest

Iran : 35 408 (21 212 actifs ; 11 679 rétablis ; 2 517 décès)

Israël : 3 619 (3 518 actifs ; 89 rétablis ; 12 décès)

Arabie saoudite : 1 203 (1 162 actifs ; 37 rétablis ; 4 décès)

Qatar : 590 (544 actifs ; 45 rétablis ; 1 décès)

Irak : 506 (333 actifs ; 131 rétablis ; 42 décès)

Le nombre total de cas en Iran a augmenté de 15 764 depuis le 20 mars. Selon PressTV, en date du 26 mars, les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions à 20 compagnies, représentants et individus en Iran et en Irak.

Un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de l'Iran a dit le 28 mars que les États-Unis, par leur régime de sanctions, continuent de geler les avoirs iraniens nécessaires pour l'achat de médicaments et d'équipement pour contenir la pandémie de la COVID-19. Le porte-parole a tenu ces propos en réaction à certains rapports selon lesquels les États-Unis avaient accordé des dérogations à certains pays leur permettant de dégeler des avoirs iraniens pour aider Téhéran à se procurer des approvisionnements médicaux, rapporte PressTV.

« Certains pays, par leurs efforts, ont réussi à dégeler certaines sommes d'argent de la banque centrale iranienne », une source aurait confié à *Middle East Eye* le 27 mars. « Ces pays auront droit à une dérogation des sanctions [pour avoir dégelé les avoirs de l'Iran], ceci a été accordé et nous suivons la situation de près », selon la source.

Plus tôt cette semaine, huit pays ont fait parvenir une lettre au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, l'informant des répercussions néfastes des sanctions unilatérales sur les efforts internationaux pour combattre le coronavirus. Dans la lettre signée par les huit pays, les ambassadeurs de la Chine, Cuba, la République populaire démocratique de Corée, l'Iran, le Nicaragua, la Russie, la Syrie et le Venezuela ont exhorté le secrétaire général à « rejeter la politisation de cette pandémie ».

Le 28 mars, le porte-parole iranien des Affaires étrangères Abbas Mousavi a mentionné cette démarche et dit que le monde doit s'opposer à l'unilatéralisme des États-Unis et sa violation du droit international.

« Malheureusement, les Américains ont trouvé le courage nécessaire ces dernières années pour imposer leurs propres règles internes et leurs sanctions cruelles à d'autres pays. » a dit Mousavi lors d'une entrevue avec la Radio et télévision de la République islamique d'Iran. Il a dit espérer que les pays qui subissent les sanctions américaines et ces états indépendants qui s'opposent à l'unilatéralisme des États-Unis s'unissent et adoptent des mesures pour résister au diktat américain. En revanche, face aux sanctions inhumaines des États-Unis, Mousavi a dit que jusqu'ici plus de 30 pays et organisations internationales ont expédié de l'aide sanitaire et médicale vers l'Iran pour aider le pays à contenir le coronavirus.

En Asie du Sud :

Pakistan : 1 495 (1 454 actifs ; 84 rétablis ; 12 décès)

Inde : 933 (829 actifs ; 84 rétablis ; 20 décès)
Sri Lanka : 113 (103 actifs ; 9 rétablis ; 1 décès)
Afghanistan : 110 (104 actifs ; 2 rétablis ; 4 morts)
Bangladesh : 48 (28 actifs ; 15 rétablis ; 5 décès)

Au sujet de niveau disproportionnellement bas de cas de la COVID-19 en Inde, The Wire Science donne un aperçu de la situation en se basant sur le faible taux de tests :

« Alors que les experts de la santé publique continuent de se demander pourquoi il y a eu si peu de taux de tests de dépistage de la COVID-19 per capita en Inde, une étude publiée récemment par des scientifiques du Conseil indien de la Recherche médicale (CIRM) révèle que le conseil serait peut-être coupable d'avoir ignoré sa propre analyse sur la nécessité d'un dépistage plus agressif.

« Un modèle mathématique préparé par des scientifiques du CIRM il y a près de deux mois laisse entendre que le fait de simplement isoler les passagers de vols internationaux ayant des symptômes ne pouvait contribuer à ralentir l'épidémie de la COVID-19 en Inde.

« Dans le modèle, publié dans un quotidien ce mois-ci, les scientifiques du CIRM ont comparé un scénario de 'aucun dépistage dans les aéroports' à trois autres scénarios où le dépistage dans les aéroports avait décelé tous les cas de symptômes. Les chercheurs ont trouvé que même le dépistage assidu n'aurait pu ralentir l'épidémie de la COVID-19 en Inde que par 2,9 jours puisque ces dépistages ne pouvaient déceler les gens infectés dont les symptômes ne s'étaient pas déclarés (aussi appelés 'cas pré-symptomatiques').

« Le modèle a aussi révélé que la seule stratégie pouvant vraiment 'aplanir la courbe' en Inde était le dépistage intensif de gens symptomatiques qui n'avaient pas voyagé, ce qui permettrait à 50 % de toutes les infections de la COVID-19 d'être identifiées.

« Ces données soulèvent de sérieuses questions face à l'hésitation du CIRM d'élargir ses dépistages au-delà des gens ayant voyagé avant de commencer à le faire seulement le weekend dernier.

« Jacob John, un professeur de médecine communautaire au Collège médical chrétien de Vellore, a dit : 'Je crois que le dépistage uniquement des gens ayant voyagé est une grave erreur'. En date du 17 mars, le CIRM n'avait fait que 500 tests de dépistage de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). L'agence a changé sa stratégie seulement le 20 mars pour qu'elle comprenne tous les cas de SRAS et de pneumonie.

« Aussi, après l'appel du directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, à tous les pays à 'dépister, dépister, dépister', les représentants du CIRM affirment avoir avisé le bureau de l'OMS en Inde que la déclaration de Ghebreyesus était non fondée puisque non applicable aux pays comme l'Inde qui n'avait aucun signe de transmission communautaire,

« Lorsqu'on a demandé pourquoi le CIRM avait attendu si longtemps avant d'élargir ses tests de dépistage communautaire, malgré le fait que le modèle de l'agence elle-même indiquait le contraire, le co-auteur et épidémiologiste de la recherche Tarun Bhatnagar a dit que les contraintes logistiques y avaient joué un rôle. 'Ici, ce n'est pas Singapour ni la Corée du Sud, qui sont l'équivalent d'un seul état indien. Nous devons adopter une approche équilibrée pour veiller à ce que nos ressources sont utilisées de façon optimale », a-t-il dit à The Wire Science.

« Cependant, le CIRM, de son propre aveu, reconnaît que l'Inde avait la capacité de mener des tests de dépistage pour la COVID-19, et qu'une pénurie n'expliquait pas le lent démarrage. Raman Gangakhedkar, un autre co-auteur de l'étude, avait dit précédemment que le CIRM ne se servait que de 10 % de sa capacité de dépistage. La raison que le dépistage n'a pas été élargi, explique-t-il, est qu'il n'y avait aucune indication de transmission communautaire.

« Cette conclusion elle-même semblait reposer sur des résultats de tests négatifs sur 500 échantillons de SRAS — un échantillonnage insuffisant, selon d'autres experts, pour un pays de plus de 1,3 milliards de personnes. »

Un lecteur du *Marxiste-Léniniste* écrit :

« L'Inde a été placée en confinement pendant 21 jours par le gouvernement au nom d'arrêter les transmissions communautaires. Cela cause de grandes difficultés aux 200 millions de travailleurs salariés de l'Inde, dont 50 millions travaillent dans le bâtiment et l'industrie de la construction. Plusieurs compagnies les ont mis à pied. Près de 200 millions de commerçants ont dû fermer boutique et des millions de petites entreprises non enregistrées ont été forcées de fermer leurs portes. Plus de 175 millions d'enfants d'âge scolaire ne reçoivent pas leur repas du midi, qui est le seul repas que prennent un grand nombre d'entre eux.

« Des vidéos montrent des travailleurs qui parcourent entre 90 et 110 kilomètres à pied pour retourner chez eux dans leur village alors qu'ils ont été mis à pied. Plusieurs travailleurs de Bihar ont été renvoyés chez eux par train mais plusieurs se retrouvent sans toit, sans nourriture et sans eau. Les policiers sont des goondas - des voyous - qui battent les gens qui vont dans la rue sans masques chirurgicaux. Des milliers de travailleurs remplissent les stations d'autobus tandis que l'équipement de protection n'est même pas disponible pour les médecins et les autres travailleurs de la santé. Comme c'est le cas dans toutes les crises, les élites dirigeantes, les prédateurs religieux, les politiciens et toutes sortes d'individus vendent de l'huile de serpent, de l'urine de vache et d'autres choses du genre comme remèdes au coronavirus. Les experts en santé et les médecins mettent les gens en garde contre ces charlatans. L'élite dirigeante de l'Inde, les Tata, Ambani, Adani et d'autres utilisent cette crise pour voler les fonds publics. Le gouvernement central a annoncé un énorme paquet d'argent qu'il mettra à leur disposition. »

En Asie du Sud-Est :

Malaisie : 2 320 (1 973 actifs ; 320 rétablis ; 27 décès)

Thaïlande : 1 245 (1 140 actifs ; 42 rétablis ; 1 décès)

Indonésie : 1 155 (944 actifs ; 109 rétablis ; 102 décès)

Philippines : 1 075 (972 actifs ; 35 rétablis ; 68 décès)

Singapour : 802 (588 actifs ; 212 rétablis ; 2 décès)

Dans cette région, les cas de la Malaisie et de Singapour ont à peu près doublé, tandis que ceux de la Thaïlande, de l'Indonésie et des Philippines ont augmenté d'environ trois à quatre fois, le nombre total étant assez faible par rapport à d'autres régions du monde.

En Asie de l'Est :

Chine : 81 439 (2 691 actifs ; 78 139 rétablis ; 3 300 décès)

Corée du Sud : 9 487 (4 523 actifs ; 4 820 rétablis ; 144 décès)

Japon : 1 693 (1 217 actifs ; 476 rétablis ; 52 décès)

Taïwan : 283 (242 actifs ; 39 rétablis ; 2 décès)

Dans cette région, la propagation du coronavirus a été relativement faible depuis le 20 mars. Les cas à Taiwan et au Japon ont à peu près doublé, tandis que les cas en Chine ont augmenté de moins de 500, et que la Corée du Sud a enregistré une augmentation d'environ 800 nouveaux cas.

En Amérique du Nord :

États-Unis : 123 578 (118 127 actifs ; 3 231 rétablis ; 2 220 décès)

Canada : 5 655 (5 199 actifs ; 516 rétablis ; 60 décès)

Mexique : 717 (701 actifs ; 4 rétablis ; 12 décès)

Le nombre de cas au Canada a augmenté d'environ six fois depuis le 30 mars, tandis qu'au Mexique, le nombre de cas a augmenté d'environ quatre fois.

Les États-Unis ont connu la plus forte augmentation dans le monde, avec un ajout de 16 517 cas, soit une augmentation de 7,5 fois par rapport au nombre de cas le 20 mars. Du 20 au 21 mars, le nombre de cas a augmenté d'environ 5000. Du 27 au 28 mars, le nombre de cas a augmenté de près de 20 000. Le principal facteur responsable de l'aggravation de la pandémie de coronavirus aux États-Unis est l'offensive antisociale et la destruction néolibérale menée par les cercles dirigeants. Cela est particulièrement notable dans le secteur des soins de santé en ce moment, qui est en grande partie privatisé, dans le cadre d'une économie qui dans son ensemble est fondamentalement organisée pour servir les intérêts supranationaux, les intérêts d'affaires étroits et ceux qui ont de la richesse, tous les autres étant laissés à eux-mêmes et forcés de se débrouiller. La situation a été encore aggravée par la désinformation sur la pandémie et les mesures pour la combattre provenant de l'administration Trump, qui sert à désarmer et à désorganiser le peuple. C'est un contraste frappant avec les efforts héroïques des travailleurs de la santé et du secteur public, et avec les initiatives de personnes de tous milieux qui mettent tout en oeuvre pour rester informées et s'organiser pour prendre soin les uns des autres et contenir l'épidémie. Bien que ce ne soient pas de nouveaux traits des arrangements politiques et économiques aux États-Unis, l'épidémie du coronavirus a placé cette contradiction à l'avant-scène.

En ce qui concerne le nombre de cas par État, New York a le plus grand nombre, avec 53 393 cas au 28 mars, tandis que le New Jersey avait le deuxième plus haut nombre, soit 11 124.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes :

Panama : 901 (880 actifs ; 4 rétablis ; 17 décès)

République dominicaine : 708 (677 actifs ; 12 rétablis ; 28 décès)

Costa Rica : 295 (290 actifs ; 3 rétablis ; 2 décès)

Cuba : 119 (112 actifs ; 4 rétablis ; 3 décès)

Jamaïque : 30 (27 actifs ; 2 rétablis ; 1 mort)

En Amérique du Sud :

Brésil : 3 904 (3 784 actifs ; 6 rétablis ; 114 décès)

Chili : 1909 (1 827 actifs ; 75 rétablis ; 7 décès)

Équateur : 1 853 (1 807 actifs ; 3 rétablis ; 46 décès)

Argentine : 745 (654 actifs ; 72 rétablis ; 19 décès)

Pérou : 671 (619 actifs ; 16 rétablis ; 16 décès)

Un exemple notable de la région est le Venezuela, qui, au 28 mars, avait un nombre de cas relativement bas, soit 119 (39 rétablis, 2 décès). Le Venezuela est un des pays qui a commencé à faire des tests rapides pour la COVID-19, qui peuvent être effectués hors des établissements de santé et dont les résultats sont connus en quelques minutes. Cela représente un grand avantage par rapport à des pays comme le Canada où les gens qui sont testés doivent attendre jusqu'à une semaine pour des résultats. Le Venezuela a récemment reçu 500 000 tests rapides de la Chine et d'autre matériel. Le Venezuela a aussi fait enquête massivement auprès de la population en utilisant le portail du carnet de la Patrie et a des équipes de soins de santé qui ont fait des visites de suivi auprès d'environ 62 000 personnes. Jusqu'à maintenant, ils ont trouvé plus de 3600 cas suspects, et ces personnes passent en ce moment des tests rapides.

En Afrique :

Afrique du Sud : 1 187 (1 155 actifs ; 31 rétablis ; 1 décès)

Égypte : 576 (419 actifs ; 121 rétablis ; 36 décès)

Algérie : 454 (394 actifs ; 31 rétablis ; 29 décès)

Maroc : 402 (364 actifs ; 13 rétablis ; 25 décès)

Burkina Faso : 207 (173 actifs ; 23 rétablis ; 11 décès)

Un récent rapport d'Al Jazeera met en évidence une préoccupation particulière pour l'Afrique, à savoir le potentiel de la pandémie de la COVID-19 de frapper les camps de réfugiés à travers le continent.

L'article déclare :

« Alors que le virus se propage de plus en plus rapidement, des groupes humanitaires mettent en garde contre les conséquences potentiellement désastreuses d'une épidémie majeure de la COVID-19 [...] dans des endroits où les systèmes de soins de santé sont déjà sous forte pression et difficilement accessibles à de larges segments de la population.

« Le manque de financement et des années de combats ont détruit les infrastructures essentielles dans plusieurs parties du continent, ce qui pourrait empêcher de nombreux pays de répondre à une flambée d'infections », a déclaré Crystal Ashley Wells, porte-parole régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Nairobi.

« Par exemple, au Soudan du Sud, où plus de 1,6 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, il faut souvent des heures, voire des jours, pour atteindre les établissements de santé, et la principale cause de décès est souvent évitable : les maladies traitables comme le paludisme et la diarrhée », a dit Wells à Al Jazeera.

« 'Nous avons actuellement des ailes dédiées aux chirurgies bondées de patients qui se remettent de blessures par balle », a-t-elle dit. « Ensuite, vous avez ce système de soins de santé qui a souffert de décennies de sous-investissement et de conflits qui ont essentiellement laissé les gens avec peu de soins de santé, dans le meilleur des cas.' »

« Certains des déplacés internes au Soudan du Sud ont trouvé refuge dans des camps surpeuplés à l'intérieur des bases de maintien de la paix de l'ONU.

« 'Ils vivent littéralement entourés de murs et de barbelés' dans des tentes qui ne sont qu'à quelques centimètres l'une de l'autre, a dit Wells.
[...]

« Un pays particulièrement préoccupant est le Burkina Faso, qui a enregistré le plus grand nombre de cas confirmés en Afrique de l'Ouest [...] Un pays appauvri de quelque 20 millions d'habitants, le Burkina Faso est aux prises avec un conflit complexe et croissant qui a provoqué des 'déplacements explosifs' au cours de la dernière année, selon Wells.

« 'Il y a environ 765 000 personnes déplacées', a-t-elle déclaré. 'Le nombre a augmenté de plus de 1 200 % depuis 2019 [...] et devrait continuer d'augmenter. La sécurité et l'accès à ces communautés sont également très difficiles pour les travailleurs humanitaires.' »

Dans une récente entrevue accordée à RFI, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré qu'il « craignait des millions et des millions » de cas de coronavirus en Afrique, où les jeunes ne seront pas épargnés. Il a appelé les pays riches à aider les pays en développement, dans leur propre intérêt.

« António Guterres a déclaré à RFI que l'Afrique devrait être la priorité de la communauté internationale car le continent ne dispose pas des ressources nécessaires pour lutter contre la pandémie.

« 'Quatre-vingt-dix pour cent des cas se trouvent dans les pays du G20 qui détiennent 80 pour cent de l'économie mondiale. Ils ne devraient pas travailler seuls, chacun dans leur coin, mais de

manière coordonnée pour trouver des traitements et des vaccins à mettre à la disposition du monde ', a-t-il dit. »

« Guterres affirme qu'au moins 3 000 milliards de dollars, soit environ 10 % du PIB mondial, sont nécessaires pour ralentir la propagation du coronavirus dans les pays vulnérables du Sud. »

Aucun de ces articles ne reconnaît la responsabilité historique des pays impérialistes qui ont envahi l'Afrique, se sont enrichis sur la base de la mise en esclavage et de l'exploitation des peuples africains, qui ont perpétré des coups d'État et des interventions étrangères, ce qui a contribué dans une large mesure à laisser leurs pays appauvris et vulnérables à la pandémie aujourd'hui.

En Océanie :

Australie : 3 635 (3 451 actifs ; 170 rétablis ; 14 décès)

Nouvelle-Zélande : 514 (457 actifs ; 56 rétablis ; 1 décès)

Guam : 56 (1 décès)

Polynésie française : 34



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca